

Au **CLAIR** de la lutte

1€
2€ SOUTIEN

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA
pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

Valls II



le MEDEF applaudit !

- ▶ **Les prochaines réformes pro-capitalistes**
- ▶ **Lip, les patrons de gauche et l'autogestion**
- ▶ **Sur le réformisme antilibéral « de gauche »**
- ▶ **Contributions pour le congrès du NPA**

Films, littérature



Une crise politique qui s'approfondit



Crise dans l'exécutif

En France, il aura suffi que Montebourg et Hamon fassent de timides critiques sur le fond de la politique économique pour que Manuel Valls fasse une crise d'autorité, exigeant la tête de ces ministres et obtenant un remaniement. Saluons la performance, hors cas de gouvernements intérimaires chargés d'expédier les affaires courantes entre deux élections, c'est le plus court de l'histoire de la Ve république. De nouveaux fusibles de ce système à bout de souffle viennent ainsi de cramer. Adieu donc les timides et les critiques, c'est l'heure d'un gouvernement de combat, chargé d'imposer l'agenda de la bourgeoisie au pas de charge. En ce sens, la nomination d'Emmanuel Macron à l'Économie et à l'Industrie est un signal assez net de la politique qui sera suivie.

Banquier d'affaires, devenu multi-millionnaire en pilotant le rachat d'une filiale de Pfizer par Nestlé ; dernier soutien de Cahuzac au cabinet de François Hollande, il est un pur produit du capitalisme pourrissant.

Ce n'est donc pas surprenant qu'il vienne de créer la polémique en voulant en finir avec ce qu'il reste des les 35 heures, poussant Manuel Valls, acclamé à l'Université d'Été du Medef à éteindre précipitamment l'incendie. On ne peut que voir davantage s'accroître les tensions au sein du Parti Socialiste, entre « frondeurs » et « loyalistes ». Il y a bien entendu les critiques venant de la gauche du parti, notamment de Gérard Filoche... Mais également ces propos assez clairs de Cambadélis, le premier secrétaire du PS : s'il condamne l'aile gauche qui voudrait « renverser le gouvernement », il a également

ces jugements très lapidaires « le social-libéralisme ne fait pas partie de notre vocabulaire » et « Je me suis opposé fermement à certaines dérives à la gauche du Parti socialiste. Je pourrais le faire vis-à-vis d'autres tentations ». Ce qui n'empêche pas une première fédération du MJS d'appeler à combattre le gouvernement.

Les réponses à apporter :

Dans ces circonstances, que devons-nous faire, quelle ligne devons-nous mettre en avant ? Il nous apparaît faux de faire de l'agitation autour d'une « 6e République », plus parlementaire, capable de répondre aux revendications des couches populaires. C'est semer des illusions comme quoi, en ripolinant un peu les institutions, l'on pourrait changer la vie pour peu qu'on élirait Mélenchon... L'autre mauvaise réponse

serait de se replier sur son Aventin, se cantonnant à des discours incantatoires à côté des manifs.

En s'appuyant sur les expériences et les enseignements des luttes de cette dernière année celles de l'agro-alimentaire breton, des cheminots, des intermittents, des postiers du 92 et de toutes ces luttes éparpillées, isolées ; et en nous appuyant sur celles qui peuvent (re)naître cet automne dans la santé (avec une échéance importante le 23 septembre), comme à la SNCM où rien n'est réglé, dans l'éducation nationale voire dans les facs (entre les universités en quasi faillite, la réforme fiasco des ESPE, la LMDE en difficulté financière¹) où Valls en virant Hamon se coupe de ses relais à la tête de l'Unef ; il s'agit d'arriver à construire le tous ensemble, la convergence des luttes...

Pour cela, il est avant tout nécessaire de faire sauter le verrou du « dialogue social », des concertations au sommet qui endorment et enterrent les luttes comme nous l'avons vu il y a encore peu à la SNCF. Pour cela, il faut nous

battre au sein de nos organisations syndicales pour que les directions quittent la table des négociations et engagent la bataille pour mettre en échec Hollande-Valls. Le départ de la CGT et de la FSU de la conférence sociale en juillet, sous la pression de leurs bases, est déjà une première victoire, qu'il s'agit de transformer. Pour cela, il nous faut rassembler toutes les équipes syndicales les plus combattives, les plus radicalisées, les militants syndicaux les plus bagarreurs au sein d'un grand courant intersyndical, lutte de classes, antibureaucratique, qui s'appuie sur l'auto organisation. Un tel rassemblement ne se constituera pas spontanément. Notre parti devrait dès aujourd'hui prendre des initiatives pour aider à l'émergence d'un tel courant, tout en s'opposant publiquement et fortement aux bureaucrates qui collaborent avec le patronat et le gouvernement.

La construction d'un mouvement d'ensemble implique avant tout la construction du Front Unique Ouvrier. Il y a aujourd'hui nécessité de mobiliser le plus lar-

gement possible les travailleurs sur la base de mots d'ordre précis et concrets, et pour cela, que notre parti s'adresse grand angle aux différentes organisations du mouvement ouvrier. Ces mots d'ordre, permettant la mise en mouvement des salariés, pourraient être à minima le combat contre le nouveau budget, contre le pacte de responsabilité et la casse de la sécurité sociale, pour l'interdiction des licenciements et l'abrogation de l'ANI, contre les cadeaux aux patrons, pour l'augmentation des salaires, des minimas sociaux et des petites pensions, pour la défense du service public...

Du côté du NPA, il s'agira d'avancer en plus nos propres mots d'ordre et de les articuler avec la question du pouvoir. Qui pourra les mettre en place ? Un gouvernement des travailleurs, rompant avec les logiques capitalistes, avec les institutions nationales et européennes, expropriant les capitalistes et planifiant démocratiquement l'économie.

Juno Smith,

le 03 septembre 2014

1. <http://www.franceinfo.fr/actu/societe/article/la-lmde-palcee-sous-administration-provisoire-528855>

FRANCE

Valls II : après les cadeaux aux patrons, les « réformes structurelles »



Dès le lendemain de l'élection de Hollande, nous écrivions : « Pour autant, il n'y a rien à attendre de Hollande, qui va poursuivre et aggraver la politique d'austérité et de « réformes structurelles » car la crise du capitalisme l'exige impérativement »¹. Les vagues promesses de Hollande pour se faire élire ne pesaient pas lourd face aux exigences du système : en temps de crise, les marges de manœuvre se rétrécissent, et l'austérité s'impose comme la seule solution des gouvernements de « gauche » ou de « droite ». Hollande devait taper d'autant plus fort que la France était en retard par rapport aux autres pays européens : les marges des entreprises s'effondraient, le déficit commercial s'accroissait, tous les signaux étaient au rouge et devaient nécessairement conduire Hollande à être pire que Sarkozy.

Les deux premières années du mandat de Hollande ont été avant tout marquées par les (gros) cadeaux aux patrons : d'abord le CICE (20 milliards), puis le pacte de responsabilité (40 milliards). Cette inflation de cadeaux au patronat a été financée par des hausses d'impôts sur les ménages et des coupes drastiques dans les dépenses sociales et les services publics. Le transfert d'une classe à une autre est limpide et a définitivement coupé Hollande des couches populaires, propulsant le FN autour de 25%.

Mais il y a eu au final assez peu de réformes structurelles au cours de ces deux années. La principale a été la loi de juin 2013 sur la « sécurisation de l'emploi », transcription de l'accord national interprofessionnel (ANI) signé entre les « partenaires sociaux ». Cette loi donne notamment

carte blanche au patronat d'augmenter le temps de travail et de diminuer les salaires en cas de « grande difficulté » pendant 2 ans, à condition de signer un accord majoritaire de « maintien de l'emploi » avec des syndicats collabos, espèces malheureusement très répandues.

Malgré ces attaques, la rentabilité du capital peine à se redresser. Après avoir chuté de 4 points depuis 2007, le taux de marge commence à se redresser péniblement, avec une hausse de 0,6 points au 1er trimestre 2014. La France est toujours « en retard » par rapport à l'Allemagne qui a vu son taux de marge grimper grâce à Schröder, et désormais par rapport à l'Europe du Sud où des thérapies de choc s'abattent sur les travailleurs depuis 2009.

C'est pourquoi Hollande et Valls ont décidé d'un saut quali-

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=367>

tatif dans les attaques. En juillet, pour rassurer le patronat avant la conférence sociale, Valls annonçait une simplification du code du travail afin « de rendre le fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace ». Après avoir éliminé toute voix dissonante du gouvernement, Valls a communiqué avec le Medef le 27 août en centrant son discours autour de l'allègement du code du travail, de la remise en cause des seuils sociaux, et de l'extension du travail le dimanche. Le message est limpide : l'heure est aux réformes structurelles pour lever tous les verrous qui limitent la liberté des patrons d'exploiter au maximum les travailleurs. Pas de quoi effrayer le camarade Berger (dirigeant de la CFDT) qui a dit tranquillement « ne pas être choqué » par le discours de Valls !² Et Valls a maintenu le cap à l'université d'été du PS le 31 août. Agrémentant son discours de quelques références qui font plaisir aux militants, il a même réussi à faire lever les militants pour applaudir sa politique d'aides massives au patronat. Symboliquement, l'image est forte : Valls transforme ainsi les militants du PS en bons petits soldats du capital. Alors que Cahuzac niait l'existence de la lutte des classes³, Valls va encore plus loin en identifiant purement et simplement l'intérêt du patronat et l'intérêt général : « il est absurde de parler de cadeaux faits aux patrons, ce langage n'a aucun sens. Une mesure favorable aux entreprises est favorable au pays tout entier ». Les patrons ne sont d'ailleurs plus nommés : ils sont l'incarnation même de l'intérêt général⁴.

Assouplir encore davantage les 35 heures ?

Dans une interview donnée au Point juste avant sa nomination comme ministre de l'économie, Emmanuel Macron a déclaré : « nous pourrions autoriser les entreprises et les branches, dans le cadre d'accords majoritaires, à déroger aux règles de temps de travail et de rémunérations. C'est déjà possible depuis la loi de juillet 2013, mais sur un mode défensif, pour les entreprises en difficulté. Pourquoi ne pas étendre cedispositif à toutes les entreprises, à la condition explicite qu'il y ait un accord majoritaire avec les salariés ? »⁵

Comme l'indique Macro, les 35h ont été largement déticrotées par la droite mais aussi par la gauche. Dès le départ, la contrepartie des 35h a été plus de flexibilité pour les employeurs, et des conditions de travail dégradées, notamment pour les ouvriers et les employés.

Début 2002, Aubry a autorisé les entreprises de moins de 20 salariés à ne majorer que de 10% (au lieu de 25%) les heures supplémentaires. Cela a ensuite été prolongé par Fillon avant que Bertrand permette en 2008 à l'ensemble des entreprises de ne payer les heures supplémentaires que 10% de plus en cas d'accord collectif.

Après l'élection de Chirac en 2002, le nombre d'heures supplémentaires ne donnant pas droit au salarié à un repos compensateur passe de 130 à 180 heures par an, puis à 220 heures en 2004. La loi d'août 2008, qui a maintenu la durée légale des 35 heures, a aussi donné quasiment toute lati-

tude aux entreprises pour fixer leur propre contingent d'heures supplémentaires ou étendre le recours aux forfaits jours, sous réserve d'accord avec les syndicats ou représentants du personnel.

Enfin, la loi sur la sécurisation de l'emploi de juin 2013 permet aux entreprises, en cas de « graves difficultés », d'« aménager » temps de travail et salaires pendant 2 ans maximum.

Ainsi, les 35h ne correspondent pas au temps de travail effectif : celui-ci était en 2012 de 39,4 heures en moyenne pour un salarié à temps complet, contre une moyenne de 40,4 heures dans l'UE. Les 35h n'empêchent absolument pas les patrons de faire bosser bien davantage leurs salariés, jusqu'à 48h, qui est la durée maximale théorique autorisée. Les 35h marquent le seuil au-delà duquel le travail est payé en heures supplémentaires⁶. C'est le dernier acquis des 35h, et c'est celui que les patrons voudraient faire sauter... tout en gardant tous les avantages liés au passage des 35h (allègement de cotisations, flexibilité, annualisation, etc.).

Macron a depuis été « recadré » par Valls : pas question de toucher au symbole des 35h comme durée légale du temps de travail. Mais tout le reste est envisageable : or, si on permet aux patrons de faire travailler leurs salariés 40h ou 45h en payant des heures supplémentaires comme des heures normales, que resterait-il des 35h ? Rien, juste le symbole...

Vers une remise en cause des seuils sociaux

L'aile droite du PS avait pré-

2. http://www.lepoint.fr/societe/berger-cfdt-pas-choque-par-le-discours-pro-entreprises-de-valls-28-08-2014-1857244_23.php

3. <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-mascomere/090113/jerome-cahuzac-et-la-lutte-des-classes>

4. http://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-valls-2/valls-aux-patrons-j-aime-l-entreprise_679127.html

5. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/Macron%20le%20point.pdf>

6. Voir l'explication très claire de Gérard Filoche : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=9565>

paré le terrain dès février dernier. Dans une tribune, 10 parlementaires socialistes proches de Valls déclaraient : « Pour l'emploi, il faudra que François Hollande s'attaque à un ultime et redoutable tabou national : celui des rigidités d'un code du travail qui, de protecteur du salarié, est devenu un puissant répulsif de l'emploi »⁷

Ces « rigidités » sont désormais officiellement dans le collimateur du gouvernement. Fin mai, le ministre du travail, Rebsamen, s'était dit favorable à suspendre pendant trois ans les seuils légaux créant des obligations sociales aux entreprises, comme par exemple la création d'un comité d'entreprise ou d'un comité d'hygiène à partir de 50 salariés. Hollande et Valls pressent désormais les « partenaires sociaux » de négocier et de conclure avant la fin de l'année. Si d'aventure les syndicats collabos manquaient, Valls pourrait de toute façon prendre ses responsabilités, en assouplissant ou en supprimant ces seuils. D'ores et déjà, Rebsamen se fait l'avocat des patrons en pleurnichant sur le fait que sur le plan fiscal, passer le seuil des 50 salariés « représente une charge nouvelle pour l'entreprise », qui peut aller « jusqu'à 4% d'augmentation des charges ». Et oui, la protection des salariés a un coût, c'est en effet un véritable scandale. Au lieu d'étendre ces protections aux salariés des petites entreprises, il est urgent de les supprimer pour les salariés des grandes entreprises. C'est la conception de la « justice sociale » du PS.

Les principales obligations actuelles qui sont dans le collimateur du gouvernement

Les entreprises passant le seuil des 10 salariés doivent organiser l'élection de délégués du personnel (DP). Mais, dans les faits, la grande majorité des entreprises de 10 à 20 salariés n'ont pas de DP, faute de volonté du dirigeant ou de candidat.

Le passage du seuil de 50 salariés, le plus décrié par le patronat, impose la mise en place d'un comité d'entreprise et d'un CHSCT (hygiène et sécurité). Les PME de moins de 200 salariés peuvent mettre en place une délégation unique du personnel, dont les membres remplissent ces deux rôles. En outre, d'autres mesures d'ordre social s'imposent passé 50 salariés, comme l'instauration de participation et la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en cas de licenciement de plus de 10 salariés.

L'extension du travail le dimanche

Autre rigidité dans le collimateur du gouvernement : les restrictions au travail dominical. Le gouvernement veut désormais agir vite et fort. Le projet de loi sur la croissance (qui concernerait le travail du dimanche et les professions réglementées), préparé par Montebourg, et porté désormais par Macron, devrait prendre la forme d'une « loi d'habilitation à procéder par ordonnances », qui serait présentée en Conseil des ministres début octobre.

Ce serait un reniement complet pour Hollande qui s'était porté garant du repos dominical : « Le combat de 2012, c'est de préserver le principe du repos dominical, c'est-à-dire de permettre aux travailleurs de consacrer un jour de leur semaine à leur famille, au sport, à la culture, à la liberté. Et j'y veillerai ! »⁸.

Comme chacun sait, la parole de cet individu ne vaut pas un clou. Depuis près d'un an, Hollande prépare le terrain et s'abrite désormais derrière le rapport Bailly publié en 2013⁹, qui bien sur préconise ce que veut son commanditaire.

Il semble d'ores et déjà acquis que le total de cinq dimanches d'ouverture exceptionnelle par an accordés par les maires sera relevé, probablement autour d'une dizaine. Comme le préconise le rapport Bailly, certains de ces dimanches devraient être du ressort direct des magasins et non du maire, sur le principe d'un droit de tirage. Autant laisser faire directement les patrons, qui jugeront par eux-mêmes ce qui est le plus rentable pour leurs affaires...

La dérèglementation des professions réglementées : à genoux devant le totem de la concurrence libre et non faussée

Lors de l'université du Medef, Valls a déclaré : « Nous allons accroître la concurrence, assouplir certaines règles, je pense au travail du dimanche ou à l'urbanisme commercial. C'est un fait, le droit actuel maintient les prix artificiellement élevés, freine les initiatives. »¹⁰

La réforme programmée des

7. <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20140220.AFP0561/pacte-dix-parlementaires-ps-saluent-le-pari-audacieux-de-hollande.html>

8. <http://www.filoche.net/2014/08/21/f-hollande-et-les-ouvertures-du-dimanche/>

9. <http://www.youscribe.com/catalogue/tous/actualite-et-debat-de-societe/debats-et-polemiques/rapport-sur-la-question-des-exceptions-au-repos-dominical-dans-les-2354687>

10. http://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-valls-2/valls-aux-patrons-j-aime-l-entreprise_679127.html

11. <http://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0203640930083-professions-reglementees-le-rapport-choc-de-bercy-1024610.php>

professions réglementées (huissiers, pharmaciens, taxis, etc.) s'appuie sur les conclusions d'un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) commandé à l'automne 2012 par Pierre Moscovici (et gardé secret jusqu'à cet été)¹¹. Selon ce texte, des réformes ciblées sur certaines professions (fin de monopole, libre installation ou encore modification de la fixation des tarifs) pourraient entraîner des baisses de leurs tarifs de 10 à 20%. Cela permettrait donc de donner du « pouvoir d'achat » avec un effet bénéfique sur la croissance. Ce type de réformes a été déjà mis en œuvre ces dernières années dans les pays d'Europe du Sud où existent un grand nombre de petits bourgeois, ni travailleurs salariés, ni capitalistes. Il s'agit d'en finir avec le scandale des rémunérations garanties. De la même façon que les salariés doivent sentir la pression constante du marché du travail (avec le licenciement ou le déclassement en guise de sanctions), les petits bourgeois doivent se soumettre à la loi du marché. Ils doivent donc se soumettre aux sacro-saintes règles du marché, et accepter une baisse de rémunération pour rester dans la course. En temps de crise, la grande bourgeoisie n'a plus les moyens d'entretenir une couche de petits bourgeois « privilégiés » : ceux-ci doivent disparaître ou aligner leurs conditions de vie sur celles des prolétaires. Et bien sûr, cela se fait au nom de la défense du « pouvoir d'achat » des travailleurs. C'est le triomphe de l'égalité, l'égalité devant les lois du marché...

Fusion du RSA et de la PPE : quand les travailleurs riches paient une partie du salaire des travailleurs pauvres à la place des patrons...

Le Conseil constitutionnel a censuré la baisse des cotisations salariales de 2,5 milliards qui était présentée comme le volet « social » du pacte de responsabilité. C'était bien entendu une escroquerie, puisque si cette baisse augmente le salaire net, elle diminue la partie socialisée du salaire, et donc le niveau des prestations sociales. Pour compenser cette censure, Hollande a annoncé une fusion du RSA (revenu social d'activité) et de la PPE (prime pour l'emploi)¹². Ce qui sous-tend ce dispositif est l'idée suivante : à partir du moment où le « coût du travail » doit baisser pour que les entreprises gagnent en compétitivité, l'Etat doit compléter le salaire des travailleurs pauvres pour leur permettre de survivre. Et comme ce sont principalement les travailleurs qui paient les impôts, ce dispositif revient à faire payer une partie du salaire des travailleurs pauvres par les travailleurs « riches ». Drôle de conception de la justice sociale qui permet aux patrons de se gaver tout en prétendant maintenir, voire améliorer les dispositifs de solidarité...

Une politique du logement au service des plus riches

Les médias cherchent aujourd'hui à opposer la gauchiste Duflot à Valls. Pourtant, Duflot a été très gentille avec les gros propriétaires. En prolongement du dispositif « Scellier », elle a lancé le

dispositif « locatif express », permettant aux bailleurs d'obtenir une conséquente réduction d'impôt en contrepartie d'un engagement de location à titre de résidence principale d'au moins 9 ans. Cette réduction d'impôt de 18 % du prix du logement, dans la limite de 300 000 €, pouvait donc aller jusqu'à 54 000 €. Lissée sur neuf années, cela fait un joli cadeau fiscal de 6 000 € par an. Sympa la camarade Duflot ! Il faut en effet aider les riches à investir dans la pierre pour louer aux pauvres.

Mais Duflot est aussi très fière de son « encadrement des loyers ». Le seul « hic » est que cet encadrement était fictif. Il ne s'agissait pas de limiter la hausse moyenne des loyers, mais d'empêcher que des propriétaires les augmentent beaucoup plus que la moyenne¹³. L'encadrement des loyers est donc un mécanisme visant à faire converger les loyers, processus déjà bien engagé avant la loi Duflot¹⁴. Le journal *Le Monde*, peu suspect de gauchisme, a d'ailleurs expliqué que cet encadrement des loyers était plus symbolique qu'autre chose¹⁵. Pas de quoi faire trembler les gros bailleurs...

Mais Valls a voulu se payer Duflot et a donc liquidé l'encadrement des loyers de Duflot. Plus qu'à une mesure réelle, il s'agissait de liquider un symbole et d'assumer une politique de soutien décomplexée aux plus riches.

Ainsi, Valls a annoncé les mesures suivantes :

- une extension dispositif « locatif express » : la contrepartie d'engagement de temps de location passe à 6 ans (au lieu de 9), avec une réduction d'impôt

12. http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/08/20/annonces-de-francois-hollande-la-fusion-du-rsa-et-de-la-prime-pour-l-emploi_4473784_823448.html

13. http://www.liberation.fr/societe/2014/04/24/l-encadrement-des-loyers-en-questions_1003546

14. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000592/0000.pdf>

15. http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/09/05/loyers-un-encadrement-plus-symbolique-qu-efficace_1755733_3224.html

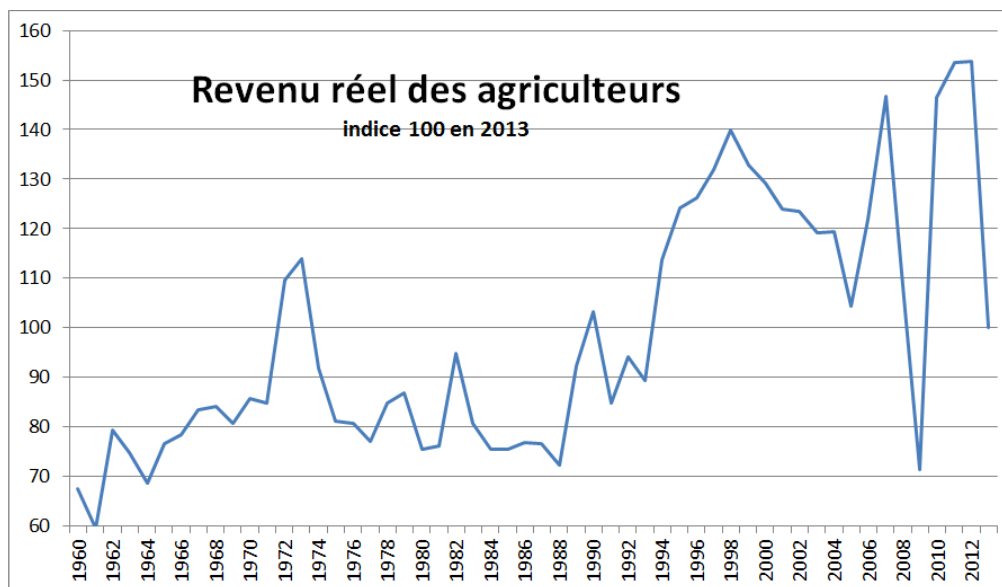
- certes moindre (12%) mais significative ;
- l'autorisation de louer à ses ascendants ou descendants : permettre aux bourgeois de louer leur marmaille aux frais du contribuable, voilà un nouveau volant de la politique familiale du gouvernement ;
- un abattement exceptionnel de 30% sur les plus-values de cession des terrains à bâtir ;
- les terrains à bâtir seront exonérés d'impôt sur le revenu au bout de 22 ans, contre 30 actuellement ;
- un abattement exceptionnel de 100 000 € pour les donations aux enfants et petits-enfants de nouveaux logements neufs.

Inutile de décrypter : les bénéficiaires de la politique du logement sont avant tout les bourgeois. Avec toujours le même raisonnement : il faut inciter les riches à faire le bien autour d'eux en les abreuvant de subventions et de réductions d'impôts.

Gaston Lefranc,
le 02 septembre 2014

FRANCE

Agriculteurs : les revenus s'effondrent



Après trois années de hausse, le revenu des agriculteurs a plongé en 2013, de 35% selon l'INSEE, de 22% selon le ministère de l'agriculture (qui exclut de ses chiffres les plus petites exploitations). Hormis 2009, c'est le niveau de revenu le plus bas depuis 1993.

Les agriculteurs subissent la hausse du prix de leurs intrants (notamment les engrais et l'alimentation animale) alors que leurs prix de production baissent globalement. Même si les revenus des gros céréaliers baissent fortement cette année, les inégalités sont très

importantes entre agriculteurs. Si le revenu moyen s'approche de 2 500 €, environ un quart des agriculteurs gagne moins que le SMIC. Les subventions perçues par les agriculteurs baissent à nouveau cette année, alors qu'elles devraient logiquement compenser leur manque à gagner. Et il y a un vrai risque que le jeu de la concurrence « libre et non faussée » élimine les agriculteurs les plus fragiles et détruise l'agriculture familiale (promue longtemps pour des raisons électorales) au profit des grandes exploitations.

Endettement et suicide

Depuis une dizaine d'années, les agriculteurs subissent des fluctuations importantes de leur revenu d'une année sur l'autre. Ils vivent dans la peur, le stress, d'autant plus que leur endettement (et notamment celui des plus jeunes) augmente. Un agriculteur se suicide tous les deux jours.

Les intérêts de la grande majorité des agriculteurs, les paysans, divergent radicalement des gros exploitants défendus par la FNSEA.

Ce syndicat réactionnaire mobilise en outre actuellement contre la limitation de l'utilisation de pesticides (à proximité des écoles), au mépris de la santé publique. Une fracture de classe oppose ceux qui vivent uniquement de leur travail et ceux qui surexploitent des travailleurs agricoles.

Il faut exproprier ces agriculteurs capitalistes et garantir un revenu minimal de 1 700 € par mois pour tous (avec des prix administrés stables et une redistribution radicale des aides). Il faut également encourager les paysans à se regrouper (mutualisation des outils, exploitations collectives, etc.)

et à faire de la qualité avec des méthodes qui préservent l'environnement. Pour satisfaire les besoins de la population, nous avons besoin d'une agriculture socialiste, non productiviste, et avec plus de paysans.

Gaston Lefranc,
le 12 juillet 2014

FRANCE

Combattre la réforme territoriale !



Hollande vient d'annoncer au pays l'application d'une « réforme territoriale », dont il a d'ailleurs accéléré le calendrier par rapport aux échéances avancées par Valls dans son discours de politique générale à l'Assemblée. Deux projets de loi seront en effet présentés en conseil des ministres mardi 3 juin : l'un sur les compétences des collectivités, l'autre sur la nouvelle carte administrative. Si les régions sont les premières concernées par ces projets, en fait ils font partie d'un dispositif d'ensemble. Le gouvernement présente la réforme territoriale comme un élément majeur des nouvelles « réformes » : autre-

ment dit, elle constitue un pilier dans le dispositif d'accélération des attaques contre les travailleuses et les travailleurs, pour répondre aux injonctions du système capitaliste.

Or, s'il est évident que la rupture avec le système capitaliste impliquera la destruction de l'État bourgeois et la mise en place d'institutions totalement nouvelles, nous ne devons pas pour autant nous désintéresser des questions institutionnelles dans la société actuelle... surtout quand elles constituent de l'aveu même du gouvernement un aspect important de sa politique.

La réforme territoriale : une régression démocratique et sociale...

Ce n'est pas un hasard si cette contre-réforme survient maintenant : elle constitue un des aspects de l'application du « pacte de responsabilité », qui prévoit de réduire massivement les dépenses publiques : 50 milliards, dont 11 milliards pour les collectivités territoriales. Les collectivités territoriales seront inévitablement touchées, dans la mesure où elles emploient presque 2 millions de travailleur-e-s et réalisent environ

70

Mais la réforme territoriale ne se résume pas à une austérité budgétaire renforcée, elle comporte d'autres aspects. Elle reposerait sur 4 dispositions :

- **la réduction du nombre de régions** en les fusionnant, bien entendu pour supprimer des emplois ; cela aura des conséquences directes pour le service public d'éducation (l'essentiel des personnels employé-e-s par les régions sont des personnels TOS des lycées)
- **la suppression de la « clause de compétence générale »** pour les départements (mesure déjà tentée par Sarkozy) : la « clause de compétence générale » permet à une collectivité de ne pas se cantonner à ses compétences réservées, mais de s'occuper de problèmes plus généraux concernant la population. Par exemple un conseil régional peut très bien, légalement, mettre en place des mesures visant à la gratuité des TER ! La fin de la « clause de compétence générale » signifie aussi des entraves aux collectivités qui voudraient soutenir les luttes des travailleur-e-s : une collectivité qui aiderait à la reprise d'une entreprise en gestion ouvrière, qui soutiendrait des sections syndicales en grève, etc. pourrait très bien se voir priver de ces moyens d'action. Priver les communes et les départements de leurs moyens d'action est un des buts du projet gouvernemental. Il s'agit au final de faire des départements les relais purs et simples de l'application de la politique gouvernementale, leur enlever toute possibilité de s'opposer même timidement à la politique du gouvernement.
- **la suppression non pas des**

départements, mais des conseils généraux existant dans chaque département.

Leur pouvoir resterait, mais serait transféré aux préfets. Le sens en est clair : il s'agit de renforcer le pouvoir des représentants directs de l'État central, logique bonapartiste et autoritaire qui est le corollaire d'une austérité renforcée qui implique de se confronter plus durement encore aux travailleur-e-s et à leurs organisations dans les collectivités territoriales. Et bien entendu de s'assurer que ces collectivités seront les relais locaux directs de la politique du pouvoir. Rappelons que l'élection pour diriger le département est un héritage de la révolution démocratique bourgeoise de 1789, et seuls deux gouvernements avaient supprimé ce dispositif : celui de Napoléon Bonaparte, celui de Vichy ! Pour Valls, y compris certains acquis des révolutionnaires bourgeois de 1789 sont encore de trop !

- **la montée en puissance des intercommunalités**, notamment les « métropoles ». Les métropoles sont parfois présentées comme permettant de contrebalancer le poids énorme de la capitale à l'échelle nationale, mais dans la réalité c'est une toute autre logique qui s'applique à l'échelle locale, elles récupèrent et concentrent pouvoirs et financements au détriment des communes et départements. Concernant les autres intercommunalités, on pourrait légitimement penser que la coopération des communes et la mutualisation de leurs investissements permettraient d'améliorer les services publics. En réalité, les intercommunalités diverses (communautés urbaines, d'agglomération...) sont souvent im-

posées, et concentrent encore plus le pouvoir aux mains de ceux qui sont déjà majoritaires. Elles associent fréquemment UMP et PS qui se répartissent les postes exécutifs, et y compris parfois EELV et le Front de gauche, qui en font des relais de la politique dominante. Dans ces conditions, les communes les moins avantagées et les plus combattives disposent d'encore moins de marges de manœuvre pour résister contre les coupes budgétaires et les suppressions d'emplois.

...qui s'articule aux autres

La réforme territoriale de Hollande, conduirait à une rupture institutionnelle importante mais aussi à une continuité, tant elle s'articule avec :

- **la montée en puissance des métropoles** (premier volet des mesures récentes de décentralisation) : l'espace de vie doit être totalement plié aux besoins du capitalisme, autrement dit il s'agit de concentrer les richesses et investissements dans certains zones du territoire... et d'abandonner le reste du territoire. Le maillage communal et départemental, dans lequel les travailleur-e-s avaient imposé la présence de services publics de proximité (poste, école, hôpitaux...), est un obstacle à détruire dans cette optique.
- **les politiques de l'Union européenne**, avec notamment l'"Europe des régions" : les représentants du capitalisme ne cessent de le répéter, il faut constituer de grands ensembles régionaux. Dont la priorité serait non pas l'administration de services publics et de répondre à certains besoins de la population, mais d'organiser la

concurrence entre travailleur-e-s la plus importante possible au niveau européen face à d'autres régions.

Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est un exemple de déclinaison de cette politique : des centaines de millions d'euros dans un partenariat public-privé pour en faire une zone concurrentielle à l'échelle européenne tandis... que dans tout le département les travailleur-e-s sont licencié-e-s et les services publics fermés.

Combattre la réforme territoriale... et l'ensemble de cette politique !

Dans cette situation, quelles doivent être les perspectives pour les anticapitalistes ? Se désintéresser des questions institutionnelles sous prétexte qu'il s'agit d'institutions capitalistes serait une erreur fondamentale, et finalement un refus de combattre la politique gouvernementale. Bien entendu il faut tout d'abord :

porter la perspective de la lutte pour le retrait de la réforme comme partie intégrante de celle pour le retrait du pacte de responsabilité.

porter la perspective de la rupture avec l'ensemble des transformations institutionnelles qui renforcent la domination capitaliste et affaiblissent encore plus les droits démocratiques... et notamment rompre avec l'Union européenne qui est une pièce majeure de ce dispositif réactionnaire.

Même si cela est nécessaire, ce n'est pas suffisant : d'abord, tout le monde peut constater que dans les collectivités territoriales les élu-e-s locaux/ales peuvent très bien appliquer les pires politiques réactionnaires, et administrer de manière parfaitement autoritaire et autocratique.

C'est pourquoi il est aussi nécessaire de construire la lutte des travailleur-e-s des collectivités pour le retrait de la réforme, en lien avec la population et les élu-e-s locaux/ales progressistes. Les collec-

tivités locales peuvent en effet être des points d'appui pour les luttes. Elles peuvent l'être en effet de multiples façons : soutien y compris matériel, aux luttes des travailleur-e-s ; opposition à la mise en place de réformes régressives ; politique en faveur des services publics et des droits de travailleurs (gratuité des transports, municipalisation de l'eau...).

Mais il ne saurait être question de croire qu'on peut renverser le capitalisme en s'intégrant dans les institutions même les plus démocratiques possibles dans la société actuelle : il faut donc montrer que de nouvelles institutions, démocratiques et sous le contrôle du peuple travailleur (un gouvernement des travailleurs, appuyé sur le principe du contrôle et de la révocabilité des élu-e-s par la population), sont une nécessité.

Octarine,

le 2 juin 2014

FRANCE

Délabrement du réseau SNCF et mépris des usagers : L'exemple du RER C



La galère des usagers du RER C traités comme du bétail

La période des vacances commence bien mal pour les voyageurs du RER C. Depuis presque vingt ans, les « travaux Castor » entraînent une fermeture de la ligne entre Paris Austerlitz et Invalides (au plein cœur de Paris). Jusqu'ici, rien à redire : ces travaux sont nécessaires pour rénover les tunnels parisiens. Mais les trajets s'apparentent de plus en plus à une énorme galère pour les usagers de la ligne :

- la SNCF profite de l'été pour réduire considérablement le nombre de trains ; elle en profite également pour transformer les trains direct en omnibus, rallongeant le temps de transport des usagers.
- Mercredi 15 juillet, alors que les températures maximales étaient inférieures à 30 degrés, le trafic était considérablement perturbé, en raison des « fortes chaleurs ». De qui se moque-t-on ? La véritable raison réside dans le « délabrement » généralisé du réseau (selon les experts judiciaires qui ont rendu leur rapport suite à la catastrophe de Brétigny) qui fait qu'au moindre coup de chaud (tout à fait normal en juillet), les trains doivent ralentir pour éviter de nouveaux accidents.
- La priorité, pour la direction de la SNCF, semble être de faire circuler les trains grande ligne et même les trains de marchandises ! Les travailleurs peuvent griller au soleil, mais pas question de retarder la livraison de marchandises aux clients capitalistes !
- Très peu de trains sont réfrigérés. La dernière commande de

trains réfrigérés (avec 4 sièges par rangée au lieu de 5, d'où un certain confort) remonte à 1998. Depuis, nada. Les vieux trains sont « rénovés », mais plus aucun achat de train réfrigéré. Et les rares trains réfrigérés sont si mal entretenus que le système de réfrigération est très souvent en panne...

Résultat inéluctable de cette politique désastreuse : des trains surchargés accumulent les retards, les voyageurs sont entassés, la température dans les wagons atteint des sommets, des voyageurs debout font des malaises, ce qui provoquent des retards supplémentaires. Un cercle vicieux auquel la direction de la SNCF n'apporte qu'un seul type de réponse : de la mauvaise communication et des employés déqualifiés envoyés sur les quais pour calmer des voyageurs à bout. On en est là. Alors qu'il faudrait plus de trains, plus de conducteurs, plus d'agents d'entretien du réseau, c'est-à-dire de véritables emplois pour satisfaire de véritables besoins.

Et la situation, malheureusement, ne fera que s'aggraver dans les années à venir si rien ne change. Le nombre d'habitants à proximité de la ligne C (par exemple à Brétigny) augmente fortement alors que les infrastructures se délabrent. Des arrêts supplémentaires sont sans cesse créés ce qui augmente le temps de transport quand tout fonctionne normalement (ce qui est de plus en plus rare). La SNCF est de moins en moins un service public, et la logique de rentabilité s'impose. Pour la SNCF, les travailleurs franciliens sont des clients « captifs » : ils n'ont pour la plupart pas le choix, et donc on peut les traiter comme de la merde, ils continueront à payer leur abonnement faute d'alternative.

Cheminots et usagers : mêmes intérêts, même

combat, contre le gouvernement et la direction de la SNCF !

La direction de la SNCF, et derrière elle l'Etat, sont répugnants. Non seulement ils saccagent le service public, mais en plus ils cherchent à opposer les cheminots aux usagers. Nous l'avons vu lors de la grève contre la réforme ferroviaire, qui découpe la SNCF pour préparer la libéralisation européenne du rail. Pendant cette grève, la direction s'est montrée hypocritement « solidaire » des usagers, a mobilisé ses cadres pour remplacer les conducteurs grévistes (au mépris de toutes les consignes de sécurité), a multiplié les plans com' pour s'ériger en amis des usagers face aux méchants grévistes.

Pourtant, la véritable communauté d'intérêt est entre les cheminots et les usagers de la SNCF, pour l'immense majorité des travailleurs se rendant à leur travail. Des intérêts de classe identique, et un intérêt commun à avoir un service public du rail déconnecté de la logique du profit, qui transporte les usagers dans les meilleures conditions. Cet intérêt s'oppose à l'intérêt du patronat et du gouvernement qui veulent libéraliser le secteur, ouvrir les marchés les plus lucratifs aux capitalistes, et maintenir un service public résiduel totalement délabré parce que non rentable.

Il faut tirer toutes les leçons de l'échec de la récente grève des cheminots :

- poussées par la base, les directions syndicales de la CGT et de SUD cheminots ont appelé à la grève, mais elles n'ont pas revendiqué le retrait de la réforme ferroviaire. Elles n'ont rien fait pour permettre à la grève de gagner : constitution d'une caisse de grève, développement de l'auto-organisation

pour que la grève vive et puisse s'étendre, actions de blocage des voies, etc.

- les directions syndicales confédérales n'ont pas cherché à étendre la grève des cheminots à d'autres secteurs et à favoriser la convergence avec les autres secteurs en lutte (intermittents, postiers du 92, etc.), ni même à constituer des comités d'usagers solidaires. Elles ont laissé les cheminots seuls face au gouvernement, à l'UMP, au patronat, et au torrent de boue médiatique

Les cheminots NPA ont fait leur maximum pour contrecarrer le sabotage des directions syndicales.

Mais cela n'a pas été suffisant. Il faut aujourd'hui que des initiatives soient prises par le NPA pour se donner les moyens de faire mieux la prochaine fois, c'est-à-dire de faire plier le gouvernement et la direction de la SNCF. Le NPA doit se positionner en opposant des bureaucraties syndicales et lancer un appel à tous les syndicalistes de lutte pour discuter de la constitution d'un courant intersyndical antibureaucratique. Alors que les bureaucrates sont organisés, il faut que nous nous organisions face à eux, pour nous donner les moyens de faire gagner les grèves.

Les actions de protestation individuelle (refus de présenter son

titre de transport aux contrôleurs, etc.) peuvent soulager et faire du bien. Mais elles ne permettront pas de changer le cours des choses. C'est par la solidarité concrète entre les travailleurs usagers et les cheminots, que la direction de la SNCF cherche à tout prix à éviter, que nous pourrions gagner. Pour y arriver, pas de méthode miracle ou de raccourci : il faut renforcer le NPA pour lui donner la force d'intervenir de façon audacieuse face à la passivité et à la collaboration des directions syndicales avec le gouvernement.

Gaston Lefranc, usager quotidien du

RER C,

le 21 juillet 2014

FRANCE

La Cour des comptes : un « arbitre » juge et partie au service des exploiters



La Cour des comptes, présidée par le « socialiste » Migaud, est inquiète : le gouvernement a programmé 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques entre 2015 et 2017, mais les économies à réaliser sont « encore peu documentées », voire « incertaines »...

C'est pourquoi la Cour se croit autorisée à sortir de son rôle traditionnel (celui de contrôler la régularité des comptes publics) pour faire ses recommandations dans un rapport publié le 17 juin. Et le message est clair : terminées les petites économies, il va falloir frapper fort !

La Cour rappelle perfidement que le gouvernement n'a pas atteint sa cible de déficit public en 2013 (4,3% du PIB contre 3% prévu en décembre 2012) et qu'il échouera probablement encore en 2014 avec un déficit d'au moins 4% du PIB : « *L'objectif de déficit pour 2014, déjà révisé à la hausse en mai, risque d'être dépassé* ». Pour atteindre les objectifs 2015-2017, la Cour préconise d'agir principalement sur la masse salariale et les prestations sociales :

- les fonctionnaires devront travailler plus (« hausse de la durée effective du travail ») pour gagner moins : le gel de l'indice ne suffira pas, il faudra également baisser les primes, revoir les règles d'avancement, etc. ;
- les effectifs de la fonction publique devront être réduits (de 30 000 postes par an) contrai-

rement à l'engagement de Hollande : « gel des effectifs des ministères jugés prioritaires et poursuite de la baisse dans les autres » ;

- les malades seront moins bien soignés ou moins bien remboursés : développement de la chirurgie ambulatoire, frein mis aux analyses médicales, rationnement des transports de patients, réduction des indemnités de congé maladie, etc.

Ils préparent la conférence sociale

Mais la Cour oublie de répondre à la question suivante : pourquoi dépenser des sommes folles (plus de 200 millions de budget de fonctionnement, sans compter les très hauts salaires des magistrats) pour entretenir un orga-

nisme qui débite chaque année le catéchisme patronal ?

La Cour des comptes met donc la pression sur le gouvernement à la veille de l'ouverture de la conférence sociale (7-8 juillet), qui doit discuter de la mise en œuvre du « pacte de responsabilité ». Si le gouvernement persiste à vouloir offrir 40 milliards d'allègement d'impôts et de cotisations au patro-

nat d'ici 2017, il devra suivre les bons conseils de la bande à Migaud.

Alors qu'il est plus affaibli que jamais, miné par les divisions, menacé par le développement des luttes, le seul atout du gouvernement sera la politique des directions syndicales qui, à des degrés divers, risquent fort d'accompagner la mise en place de ce pacte de classe. Elles annoncent toutes

leur participation à la conférence sociale. Aux anticapitalistes d'anticiper cette nouvelle régression en agissant dans tous les milieux militants pour la rupture du dialogue social et pour un plan de bataille pour affronter le gouvernement.

Gaston Lefranc,

le 27 juin 2014

LUTTE DE CLASSES

Lutte des intermittent-e-s et précaires, ce qu'il faut retenir. Un accord antidémocratique qui touche tous les travailleurs/ses



Photo : Devant le jardin du Campo Santo à Orléans, le 25 juin, lors de l'annulation de la soirée d'ouverture du festival Orléans' Jazz (Ibrahim Malouf et Gregory Porter) par la mairie du à la grève des techniciens et au blocage voté par la CIP 45.

Cela fait plus d'un mois que le mouvement des intermittent-e-s et précaires est entré dans sa phase la plus radicale. En effet, depuis la grève totale des artistes et techniciens du printemps des comédiens à Montpellier (engagée le 3

juin dernier), les grèves, blocages, actions fortes et médiatiques, se sont multipliés dans toute la France. Les intermittent-e-s, qui tentent encore de rallier à eux la cause de tous les précaires (intérimaires, chômeurs, bénéficiaires du RSA, etc...) se

battent contre l'accord du 22 mars, signé par le patronat, FO et la CFDT, et entériné par le gouvernement le 26 juin dernier. Ce nouveau protocole sur l'assurance chômage, rentré en vigueur le 1er juillet dernier, fragilise encore plus des travailleurs/ses

déjà très précaires et s'aligne complètement sur l'idéologie du patronat : détruire la solidarité interprofessionnelle du CNR de 1945.

La lutte est déterminée mais les obstacles sont multiples. Retour sur un mouvement de grande ampleur, qui dépasse le seul intérêt des intermittent-e-s et pose la question de la lutte de classe à travers la protection sociale.

Un accord antidémocratique qui touche tous les travailleur/ses

Le 22 mars dernier, le protocole d'accord pour la nouvelle convention UNEDIC a été conclu dans une véritable violation de la démocratie. Le MEDEF a en effet demandé une levée de séance durant 10h et la négociation s'est finalement déroulée dans les couloirs. La CGT, seul syndicat étant resté à la table officielle des négociations, n'a donc pu négocier avec les autres « partenaires sociaux » seulement un quart d'heure en fin de séance, tout ayant déjà été préalablement bouclé entre patronat, FO et CFDT.

De plus il faut rappeler que depuis 2003 et la dernière lutte sur l'assurance chômage, un comité de suivi s'est constitué, regroupant des parlementaires, des représentants syndicaux, des experts (sociologues, économistes et travailleurs/ses du spectacle). Ce comité a planché pendant des années sur un nouveau modèle qui offrirait une protection sociale couvrant plus de personnes, revenant à un système mutualiste, plus égalitaire (pour un même coût) que le système assurantiel, favorable aux intermittents les plus riches. Ces propositions n'ont jamais été étudiées lors des négociations de l'UNEDIC. Et François Rebsmanen, ministre du travail, qui avait pourtant validé (comme la plupart des parlementaires PS) les revendications du comité de suivi le 9 mars

dernier (lorsqu'il n'était pas encore ministre), s'est ainsi désavoué en agréant l'accord proposé par le patronat qui va à l'encontre de chacune d'elles. Le molière de la trahison lui a donc été décerné par des intermittent-e-s en lutte lors de la dernière cérémonie des césars.

Pour rappel, voici les principaux points de l'accord patronat / syndicats jaunes du 22 mars :

- Pour le régime général : la mise en place de droits rechargeables qui ouvrent la voie au chômage par capitalisation, avec le maintien d'une allocation la plus basse jusqu'à épuisement du reliquat, même quand on a travaillé entre-temps avec un meilleur salaire.
- Pour les intérimaires (annexe 4) : une baisse de l'allocation mensuelle de 50 à 300 € pour 60% d'entre eux.
- Pour les artistes et techniciens (annexes 8 et 10) : une hausse des cotisations salariés du spectacle provoquant une baisse du salaire net. Du fait des droits rechargeables, lorsque les intermittent-e-s sortiront des annexes 8 ou 10 pour X raisons (pas assez d'heure dans la période, retour au régime général pendant une période, etc...) il leur sera quasiment impossible de revenir aux annexes 8 et 10. Enfin, le différé d'indemnisation (délai entre le début du chômage et le début de l'indemnisation) entraînera une rupture de droits jusqu'à 2 mois. A noter que ce différé sera pris en charge par l'État jusqu'à décembre 2014. En effet Valls l'a annoncé au mois de juin pour tenter d'éteindre la colère des travailleurs/ses du spectacle. Sauf qu'il a jeté de l'huile sur le feu, car le fait que l'Etat vienne « sauver » les intermittent-e-s en prenant en charge une part de la solida-

rité interprofessionnelle, c'est aller complètement dans le sens du MEDEF, c'est-à-dire détruire la protection sociale solidaire, unique et commune à toutes et tous en sectorisant une partie de la population. De plus il renforce l'idée que les intermittent-e-s sont des privilégiés de la société car eux seraient « sauvés » et pas les autres. Enfin il donne raison au MEDEF qui disait en amont des négociations que ce n'est pas au patronat de subventionner la culture par ses cotisations, et que si le gouvernement voulait préserver les intermittent-e-s, il fallait qu'il prenne en charge une partie de leur indemnisation... Le MEDEF l'a rêvé, le PS l'a fait.

Toutes les mesures de précarisation que prévoit cet accord entrent donc dans le cadre général de la destruction de la protection sociale. Tout le monde est donc concerné. En ce sens, le slogan qui est de plus en plus porté par les intermittent-e-s et précaires aujourd'hui est : « *Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous* ».

Plusieurs ennemis à combattre en même temps

La lutte qui s'est enclenchée depuis le début de l'année s'est construite principalement autour de la « CIP » (coordination des intermittent-e-s et précaires), structurée le plus souvent au niveau départemental. Les composantes des collectifs d'intermittents sont multiples. On y trouve des syndicats de salarié-e-s, comme la CGT spectacle et Sud culture, mais aussi des syndicats de compagnies (SYNAVI) ou de structures institutionnelles plus importantes (SYNDEAC) et également beaucoup de non syndiqués. Mais le poids principal et le vecteur de la lutte reste la CIP d'Île de France qui a toujours existé depuis 2003 (proche de Négri et des

libertaires) et la CGT spectacle qui a lancé le préavis à la grève nationale reconductible début juin.



La première difficulté de cette lutte a été la signature de FO sur le protocole du 22 mars. Après avoir énormément combattu la CFDT en 2003 (occupations des locaux, interpellations du syndicat etc...), les intermittent-e-s en lutte se sont pris un nouveau coup de poignard dans le dos avec cette nouvelle trahison syndicale. En effet, même si FO ne pèse que très peu dans le champ des intermittent-e-s, ils ont un poids important à l'UNEDIC. Même s'ils ont tenté d'expliquer leur signature en annonçant qu'ils avaient « sauvé le régime des intermittents », on ne peut s'empêcher de penser qu'ils ont fait cela surtout pour rester dans certaines commissions paritaires avec le patronat, pour garder leurs postes burocratiques.

Face à cela les intermittent-e-s ont tenté, par plusieurs communiqués, lettres, interventions dans les locaux syndicaux, de convaincre les militants FO de faire revenir leur direction en arrière, en vain...

Le mouvement s'est malgré tout orienté très vite sur le MEDEF, avec plusieurs occupations dans les grandes villes de France et quelques saccages de locaux. Mais la plupart du temps les collectifs voulaient, par leurs actions, rencontrer les délégués locaux du patronat et leur faire prendre position contre le nouvel accord. A no-

ter l'intervention du MEDEF local d'Avignon, qui, en mai, a écrit une lettre publique à la présidence du MEDEF pour demander la renégociation du protocole d'accord. Cette demande légitime n'a eu lieu que parce que les commerçants d'Avignon étaient évidemment menacés par la grève imminente du mois de juillet.

Dans le même temps, les collectifs luttaient auprès des élus PS pour leur demander de faire remonter les deux exigences principales des salarié-e-s en lutte, c'est-à-dire soit le non agrément du protocole d'accord du 22 mars et l'ouverture de négociations sur les bases de la plate-forme du comité de suivi. Des centaines de courriers d'élus demandant le non-agrément au ministre du Travail (en copie à Valls et à Hollande) ont ainsi été obtenus par les collectifs. Le plus souvent ces signatures d'élus (députés, sénateurs, maires...) ont été gagnées par de simples rencontres en délégation, mais quelques fois aussi grâce à des occupations musclées. Comme par exemple à Orléans où les intermittent-e-s ont envahi le conseil régional du centre lors d'une séance jeudi 19 juin et sont restés dans l'Agora, faisant interrompre la séance, jusqu'à ce que le président de la région, M. Bonneau, fasse un courrier au ministre du travail dans les heures qui suivent, en copie à la ministre de la culture, expliquant

« [...] il me semble impératif que la situation spécifique des intermittents du spectacle comme des salariés les plus précaires soit, sans délai, remise à la discussion afin qu'une solution puisse être trouvée. C'est un impératif qu'il convient de traiter de toute urgence, en préalable de la signature de l'agrément de l'accord du 22 mars qui est annoncé dans les tout prochains jours. A cet égard, les pistes formulées par le comité de

suivi mis en place devront être impérativement prises en compte. [...] ».

Quelques semaines auparavant, ce même président de région avait été sollicité par une délégation officielle pour faire ce type de courrier, il n'avait alors rien fait... Preuve en est que la lutte, la radicalité et la persévérance paient...

La grève, la radicalité, malgré certaines limites

Malgré des manifestations contre l'accord dans plusieurs villes depuis janvier, malgré de nombreuses interpellations d'élus et quelques occupations comme l'Opéra de Paris le 21 mars, c'est à partir du 4 juin et du préavis de grève nationale reconductible lancé par la CGT que la lutte s'est considérablement amplifiée et radicalisée. En effet, le gouvernement restant sourd aux attentes des intermittent-e-s, et la CGT spectacle étant massivement engagée dans les collectifs en lutte, le préavis de grève a fait l'effet d'une bombe en provoquant un arrêt de travail immédiat des artistes et techniciens du festival « *Le printemps des comédiens* » à Montpellier. Très vite de nombreuses grèves ont suivi comme chez les techniciens de « *Plus belle la vie* » à Marseille, puis dans les théâtres nationaux à Toulouse, Nancy, Thionville mais aussi dans l'audiovisuel chez Arte, Canal +, et France Télévision... A chaque fois des AG de plus en plus grandes comprenant artistes et techniciens votaient pour la grève dans la plupart des festivals. Les blocages, manifestations, occupations de pôle emploi, de Direccte (délégations régionales du ministère du travail), Drac, Medef, etc... ont continué durant tout le mois de juin avec un pic le 26 juin,

jour de l'agrément de la convention par le ministre du travail Rebsamen. La veille, les salarié-e-s de l'opéra de Bordeaux s'étaient mis en grève à une large majorité (184 contre 31).

Après la pédagogie inlassable des intermittent-e-s pour expliquer leur colère (vidéos sur internet, tracts, pétitions, prise de paroles avant les spectacles, actions spectaculaires, etc...), la grève s'imposait comme le seul moyen de s'exprimer, de se faire entendre par les médias et le gouvernement, car elle menaçait de bloquer directement l'économie. Rappelons que les activités culturelles contribuent (selon l'INSEE) directement pour 57 milliards au PIB français...

Grâce à cette grève le gouvernement a été obligé de bouger quelque peu, un « médiateur » a été nommé pour tenter de calmer les ardeurs des grévistes et Valls a fait une intervention jeudi 19 mars, tentant de calmer la révolte par quelques « mesurette » facilement qualifiables d'enfumage :

- Pas de baisse du budget du spectacle vivant ces prochaines années : sauf que le candidat Hollande avait déjà promis de sanctuariser tout le budget de la culture une fois élu, et il ne l'a pas fait.
- Prise en charge par l'Etat du différé d'indemnisation sous forme de compensation : on l'a vu plus haut, déjà ce n'est que provisoire car jusqu'à fin 2014, et de plus d'où viendront ces 20 millions pour financer cette compensation ?
- Ouverture d'une table ronde autour de trois « sages », trois « experts » du dossier, qui plancheront sur de possibles évolu-

tions du régime de l'intermittence : sauf que dans ces trois « experts » il n'y a aucun représentant des collectifs, qu'ils sont nommés seulement pour répondre à la question de l'intermittence, en évitant évidemment d'aborder celle de tous les autres salarié-e-s précaires (intérimaires, chômeurs etc...) touchés par l'accord, et surtout qu'il n'y a aucune obligation de rendre des comptes puisque c'est l'accord du 22 mars qui fait loi dorénavant.

Mais les intermittent-e-s en lutte ont surtout entendu que Valls ne revenait pas sur le non-agrément toujours demandé par toutes les AG de France. Il a même affirmé le contraire : « *L'accord sera agréé* ». Une provocation de plus qui a amené la CGT à appeler à une journée nationale d'actions, de manifestations et de grève le 4 Juillet 2014, jour de l'ouverture du festival d'Avignon, avec comme mot d'ordre cette fois-ci, abrogation du protocole d'accord !

Cette journée du 4 juillet a été extrêmement suivie avec des taux de grévistes avoisinant les 100% dans certains festivals comme à Bar-le-Duc ou à Tours. L'ouverture du In d'Avignon n'a pas eu lieu et de nombreux CDN (Centre Dramatique National) ont répondu à l'appel.

Malheureusement, le lendemain, la reconduction a été beaucoup plus minoritaire et de nombreuses compagnies artistiques ont repris le travail. On peut expliquer cela par une certaine ambiguïté qui est fatale pour la grève au sein des compagnies. En effet beaucoup d'artistes par exemple sont leur propres employeurs dans une compagnie. De plus un artiste qui veut faire grève dans sa compagnie mais

qui est minoritaire, s'il reste sur sa décision, va engendrer l'annulation du spectacle à lui tout seul, et qui dit annulation dit moins de visibilité pour les années futures, ce qui engendre un risque certain pour l'avenir d'un spectacle ou même d'une structure... Or les artistes ne peuvent plus vivre sans leurs compagnies. Un exemple marquant étant la grève votée à Bar-le-Duc le 4 Juillet au soir pour le lendemain. En AG, un vote de tous les salarié-e-s présents sur le festival a été demandé, il y a eu 60 voix pour la grève sur 120 votants, soit 50% de grévistes, mais le lendemain finalement, 80% des compagnies ont joué. Pourquoi ? Car en dernière instance c'est la compagnie qui décide dans son ensemble de faire ou de ne pas faire grève.

Les autres limites de cette lutte sont l'absence de certains travailleurs/ses de la culture intermittent-e-s que sont par exemple les salarié-e-s de l'audiovisuel. Et ils ont un poids très important dans le pays car ils maîtrisent les médias radios et télévisuels. Or très peu se sont mis en grève sur cette lutte. D'autre part les grands opéras (Paris, Lyon...) qui emploient plusieurs centaines de personnes ne sont pas non plus vraiment partis dans la lutte (si ce n'est sur des grèves très ponctuelles) ce qui a empêché de donner un symbole fort aux autres salarié-e-s du champ culturel.

Néanmoins, lundi 7 Juillet 2014, plus d'une centaine de compagnies (sur plus de 1 000) se sont mises en grève à Avignon, et le collectif a bloqué l'entrée de la FNAC qui embauche de nombreux précaires, et a occupé le siège local de FO et de la CFDT. La résignation n'est donc pas à l'ordre du jour, et c'est heureux.



Vers la convergence des luttes

Malgré tout il y a un réel risque d'essoufflement de la lutte des intermittent-e-s à cause du seul relais du spectacle vivant qui soit encore en activité en France (festivals d'été). Les théâtres, scènes nationales, opéras, etc... vont être dans la trêve annuelle, et on ne pourra donc plus compter sur eux. Mais une des particularité de la lutte ces derniers temps est qu'elle s'oriente de plus en plus vers la convergence des luttes. En effet, très tôt déjà, les intermittent-e-s ne voulaient pas qu'on assimile leur lutte à quelques choses de corporatiste, ils soulignaient et argumentaient bien que ce qu'ils défendaient ils le défendaient pour tous, pour tous les précaires, les intérimaires, les sans voix...

Aujourd'hui 6 chômeurs sur 10 ne sont pas indemnisés, l'intermittence de l'emploi n'est pas une exception mais se généralise dans de nombreux secteurs (86% des embauches de font en CDD). Mais de fait ce sont les intermittent-e-s les plus mobilisés, les mieux organisés. Les chômeurs et intérimaires quant

à eux sont invisibles car non organisés. Et il a été très difficile des les rallier à la lutte même si quelques fois la convergence avec eux a pu se faire, notamment dans les actions qui ont visé pôle emplois ou les boites d'intérim'.

Mais dans les AG l'idée de la convergence même avec d'autres secteurs a fait son chemin. Notamment avec les cheminots ou les postiers en lutte (notamment dans le 92 où ceux-ci mènent une grève héroïque depuis plus de 5 mois, malgré une répression implacable). De nombreux collectifs se sont joints aux AG d'intermittents ou ont manifesté avec eux. A Orléans, lors de la grève et de l'annulation de la soirée d'ouverture du festival de Jazz, une AG a eu lieu sur place et une délégation de cheminots s'est exprimée expliquant que la lutte des intermittent-e-s et précaires était la même que celle des cheminots car elle avait pour but de refuser les politiques d'austérité en cours dans toute l'Europe. La FSU est venue également apportée son soutien par un communiqué, un universitaire s'est exprimé pour raconter la lutte de 2009 dans les facs et les similitudes avec celle d'aujourd'hui...

Bref, la convergence des luttes a été expérimentée, elle n'a pas abouti aujourd'hui mais elle a permis de semer quelques graines pour la rentrée.

Le combat des intermittent-e-s et précaires n'est donc pas terminé, aujourd'hui encore des festivals sont perturbés ou annulés. Mais les intermittent-e-s seuls ne pourront pas obtenir l'abrogation de l'accord, ils ne pourront pas non plus protéger seuls l'assurance chômage et la protection sociale en générale. Mais ils le savent, dans les AG aujourd'hui tout le monde est conscient que pour gagner il faudra une grève générale du secteur culturel et au-delà.

Il est donc indispensable que les collectifs, les CIP, élargissent leurs revendications et leurs actions à d'autres secteurs d'activité, pour permettre de peser encore plus, pour refuser l'austérité que nous impose le capitalisme en crise. C'est en ce sens que les militants anticapitalistes et révolutionnaires doivent intervenir dans les AG pour construire la convergence des luttes, seul moyen d'aller vers la grève générale et remettre ainsi en cause le pouvoir actuel PS-

MEDEF.

Pour terminer, il faut souligner la responsabilité écrasante des directions des confédérations syndicales qui ne font strictement rien pour favoriser la convergence des luttes, pour préparer la grève générale pour mettre en échec le gouvernement et le patronat. Dès

qu'un secteur est en lutte, elles devraient les aider directement en organisant des caisses nationales de grève et elles devraient appeler les travailleurs des autres secteurs à les rejoindre dans le combat. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'un courant intersyndical lutte de classe pour que

tous ceux qui veulent construire la grève générale s'organisent face aux bureaucraties syndicales. Le NPA devrait prendre des initiatives pour œuvrer à un tel rassemblement.

Lászlo Merville,
le 16 juillet 2014

LUTTE DE CLASSES

Cheminot-e-s et intermittent-e-s montrent la voie !



L'organe quasi officiel des franges les plus réactionnaires de la bourgeoisie, Le Figaro, annonce clairement la couleur dans un de ses articles : « *Réforme ferroviaire donc, mais aussi réforme territoriale, pacte de compétitivité... Le président de la République, qui assume désormais pleinement sa ligne réformiste, juge capital de montrer que l'on peut collectivement réformer le pays, avancer* ».

Pour une fois, on peut y souscrire : si Hollande et son gouvernement subissent une défaite de la part des cheminot-e-s et des intermittent-e-s, c'est l'ensemble de leur politique qui sera mise en difficulté. Pour la bonne et simple raison qu'une victoire pour les travailleur-e-s de ce secteur représenterait un formidable encouragement pour les luttes de tous les autres secteurs... en montrant que oui, par la lutte et par la grève, par l'affrontement central avec ce gouvernement, il est possible de ga-

gner !

Ces batailles constituent donc des enjeux majeurs pour tout le salariat. La première tâche des militant-e-s du mouvement ouvrier est donc d'organiser la solidarité concrète avec ces deux luttes : en agissant pour que les organisations syndicales à tous les niveaux prennent publiquement position en soutien à ces mobilisations, afin de déjouer les manœuvres gouvernementales et notamment celles voulant affoler la population concernant le déroulement du bac (alors que c'est ce même gouvernement qui attaque les diplômes nationaux, et notamment le bac !). Qui dit "solidarité concrète" dit aussi solidarité politique et financière : soutien financier aux grévistes et/ou participation à d'éventuelles caisses de grève, délégations d'organisations syndicales ou d'AG de travailleur-e-s en direction des AG de cheminot-e-s et intermittent-e-s...

Ces derniers jours l'attention s'est focalisée sur la grève cheminote. Et à juste titre : pour le gouvernement qui entend faire passer sa « réforme ferroviaire » (autrement dit l'ouverture à la concurrence dans le cadre de l'Union Européenne, la casse du statut des cheminot-e-s et l'accélération des

suppressions de postes) par un vote de l'Assemblée à partir du 17 juin, cette grève constitue une menace mortelle.

La grève cheminote, survenue après deux journées d'action, s'inscrit dans les meilleures traditions de la lutte de classe :

- par sa puissance – inattendue même par certaines directions syndicales – et sa capacité à « tenir » dans le cadre d'une reconduction du mouvement, elle montre une volonté de lutte des salarié-e-s qui s'impose même aux directions syndicales ;
- par son auto-organisation : chaque jour, la grève est reconduite par des AG massives ;
- par la clarté de ses revendications : retrait de la « réforme ferroviaire », réunification de la SNCF en un seul service public et refus de l'ouverture à la concurrence qui mènerait à des catastrophes sociales et écologiques... et imposer des négociations sur la base des revendications des travailleurs.

En même temps, elle se heurte à des obstacles, tous ceux que rencontrent les travailleur-e-s en lutte. Car outre le gouvernement et le

système médiatique à ses ordres, le rôle réel des directions syndicales bureaucratiques apparaît crûment quand la situation sociale se tend.

Ainsi, le rôle d'auxiliaire direct de la politique gouvernementale est immédiatement visible en ce qui concerne la direction de la CFDT et celle de l'UNSA.

Mais alors même que les militantEs de base de la CGT se battent tous les jours pour animer et étendre la grève, pour battre la réforme gouvernementale, le secrétaire général de la CGT Thierry Le Paon déclare dans **Le Parisien** du 14 juin : « *La CGT n'a jamais demandé le report ni le retrait du projet de loi* ». N'est-ce pas de la part de la part de ce bureaucrate un coup de poignard dans le dos aux travailleur-e-s en grève, et une offre de service au gouvernement en abandonnant la principale revendication des grévistes ?

De même, le dirigeant de la fédération des transports CGT n'avait-il pas trouvé des points positifs aux nouvelles propositions gouvernementales après la première journée de grève... avant que les AG ne lui imposent de revenir à une position plus correcte et de les rejeter ?

Ces quelques exemples suffiraient à eux seuls à démontrer qu'il est nécessaire pour les militants révolutionnaires :

- de veiller au développement de l'auto-organisation, et au respect des décisions des AG souveraines par les directions syndicales (y compris par la mise en place de coordinations des AG à tous les niveaux avec délégué-e-s mandaté-e-s, où les travailleurs décident des revendications et formes d'action, mais aussi contrôlent ceux et celles qui s'expriment et négocient en leur nom) ;
- d'agir pour empêcher l'isole-

ment de la grève des travailleur-e-s de la SNCF par le gouvernement mais aussi par les directions syndicales bureaucratiques : en organisant la solidarité matérielle et politique, mais aussi en portant la perspective d'une mobilisation d'ensemble des organisations syndicales aux côtés des travailleur-e-s en grève ;

- d'aider les travailleur-e-s à se réapproprier leurs syndicats pour en faire des outils au service des luttes ; un premier pas en ce sens pourrait être la participation à la mise en place de tendances lutte de classe et antibureaucratiques.

Mais au-delà de ces urgences – dont la réalisation constituerait un grand pas – se pose la question de la perspective politique. Car oui, il est possible de battre le gouvernement par l'action directe des masses, et oui il est donc possible d'en finir avec lui... mais pour faire quoi ?

Les réponses politiques fournies par le PS au pouvoir ; sont discrédités auprès des travailleur-e-s. Les réponses réformistes offertes par le Front de Gauche ont montré leur impasse : la « *révolution citoyenne* » est un leurre.

Mais il ne suffit pas que ces forces soient incapables de fournir une perspective politique pour les salarié-e-s, pour que celles-ci et ceux-ci se tournent mécaniquement vers les anticapitalistes en général et le NPA en particulier. Encore faut-il leur offrir une vraie perspective justement. Sinon, d'autres s'y emploieront. C'est par exemple ce que fait le FN dans un de ses communiqués : ne réussissant quand même pas à dissimuler complètement sa nature réelle du fait de ses remarques anti-syndicale... il développe une argumentation politique claire qui

peut toucher les travailleur-e-s, axée sur la critique d'une politique de démantèlement des services publics appliquant les directives de l'Union Européenne (« *Les conséquences d'une telle libéralisation sont connues d'avance : augmentation des tarifs, baisse de la sécurité et surtout suppression des axes les moins rentables (province et ruralité principalement). En cas d'application stricte des règles européennes, cette issue est inévitable. Pire, appelée à être concurrencée exclusivement sur ses axes les plus rentables, la situation financière de la SNCF ne pourra que se dégrader* »).

C'est pourquoi il est urgent pour les militant-e-s révolutionnaires de ne pas se limiter à des revendications syndicales mêmes justes et même si elles constituent une première étape vitale, mais aussi d'avancer leurs propres mots d'ordre :

- retrait immédiat du projet gouvernemental, réunification de la SNCF en un seul service public ; retrait de la convention UNEDIC concernant les chômeur-e-s et intermittent-e-s ;
- pour la grève générale, Tous/toutes ensemble en même temps, contre ce gouvernement et sa politique ;
- pour un gouvernement des travailleur-e-s, appuyé sur la lutte des classes, qui satisfasse es revendications immédiates des travailleur-e-s (abrogation de toutes les contre-réformes réactionnaires, rupture avec l'Union Européenne et ses directives de libéralisation, etc.) et engage la rupture avec le capitalisme.

Octarine,

le 16 juin 2014

LUTTE DE CLASSES

Chasseur de prime



Le vendeur est le dernier maillon de la chaîne, il est là pour promouvoir, provoquer le désir, l'envie d'acheter, il est là pour faire en sorte que le client achète ce produit. Sans lui, le produit n'est qu'un objet posé dans un rayon quelconque qui sera soldé quelques années plus tard pour ceux qui n'avaient pas les moyens 3 ans auparavant. Pourtant, le vendeur est celui qui est le plus perdant lors d'un acte de vente.

Un produit, et non pas un objet, est quelque chose de banal. Dans la grande distribution, le packaging (l'emballage, pour schématiser) est l'acteur principal d'une vente. En d'autres termes, c'est cet emballage qui vous fera prendre la décision de prendre un produit plutôt qu'un autre. Le terme exact de cette technique de vente est le « libre service » Ici, je parle de la grande distribution alimentaire. Dans les magasins spécialisés, les produits se vendent avec l'accompagnement d'un vendeur, on appelle ça de la

vente en libre service (ou non) assistée.

Je fais partie des centaines de milliers de vendeurs qui sont là pour vous conseiller et faire en sorte de vous vendre CE produit plutôt qu'un autre.

Je ne suis pas ici pour vous expliquer le système de la grande distribution puisque des tonnes de reportages bidon essaient de vous l'expliquer par le biais de journalistes tous aussi mauvais les uns que les autres. Non. Je suis là pour vous expliquer le système de rémunération d'un vendeur dans ce genre de point de vente et vous faire comprendre qu'il est inutile de croire que l'on prend du plaisir à vous vendre CE produit plutôt qu'un autre accompagné de divers services tous aussi inutiles les uns que les autres.

En commerce, on vous apprend les différents « canaux de distribution ». Inutile de vous détailler cela, comprenez simplement qu'il s'agit de la vie d'un produit. Un produit

est fabriqué par un « producteur », qui ensuite est revendu au client directement, ou alors qui passe de « mains en mains » (fournisseur, grossiste, centrale d'achat...) pour ensuite arriver dans un magasin pour arriver dans les mains du client. Dans la grande distribution spécialisée, le produit passe par un certain nombre d'interlocuteurs. Ce qu'il faut comprendre c'est qu'à partir du moment où le produit est fabriqué, sa variation de prix va être colossale, peu importe sa consistance, sa taille, sa matière... Le fabricant vend son produit à un grossiste (négociation de prix), qui va le vendre à un fournisseur (négociation de prix), qui va le vendre à une centrale d'achat dédiée à un magasin (négociation de prix), qui sera par la suite distribué dans un de ces magasins pour enfin arriver à hauteur des yeux du client (négociation de prix). Son prix global est négocié mais aussi, et surtout, sa marge.

Vous aurez donc compris que

nous, vendeurs, sommes ce fameux dernier maillon de la chaîne, et c'est donc nous qui récupérons les miettes de cette marge. Enfin non, j'exagère puisque nous récupérons un pourcentage extrêmement minime de cette marge. Et que représente ce pourcentage à votre avis ? Oui, c'est ce que l'on appelle plus communément les « primes ».

En règle générale, un vendeur a ce qu'on appelle un « fixe » : un salaire fixe dérisoire et ces primes se rajoutent donc à son salaire afin d'obtenir le plus de zéros à la fin du mois. Je vous rassure, dans la grande distribution, un vendeur ne dépasse jamais les trois zéros, après le chiffre 1...

En ce qui me concerne, le salaire est un peu différent puisque je suis en contrat de professionnalisation. Je suis dans une école de commerce pour préparer mon BTS en alternance (2 jours de cours et 3 jours de travail par semaine). L'école étant privée, il faut la payer. N'ayant pas les moyens de rémunérer l'école, ce contrat met en place un système un peu particulier... Toutes les primes que je réalise sont « versées » à l'école à hauteur de 450€/mois. Si j'arrive à dépasser ces 450€, le « surplus » m'est alors distribué à la fin de ce mois. Sauf que, vous le verrez avec les divers exemples plus bas, il est très difficile d'atteindre ces 450€/mois surtout en prenant en compte le fait que je ne travaille que 3 jours par semaine.

Prenons un exemple en schématisant : le fixe d'un vendeur est d'environ 700€ et, aujourd'hui, le SMIC s'élève à, environ, 1100€ net. La marge est importante n'est-ce pas ? Ce qui veut donc dire qu'un vendeur doit faire entre 400 et 500€ de primes pour arriver à hauteur du SMIC. Pour pouvoir le dépasser, il faut donc qu'il arrive à dépasser ces 500€. Vous me direz, vendre un téléviseur à 1000€ rap-

porte, donc les 500€ sont en fait loin d'être difficile à atteindre. Sauf que, souvenez vous de la marge dont il était question tout à l'heure ainsi que du pourcentage dont je parlais... Oui, un téléviseur à 1000€ rapporte, en moyenne, entre 7 et 12 € de prime. Effectivement, les 500€ sont difficile à atteindre. « Mais, dans la grande distribution, les clients sont nombreux et les téléviseurs à plus de 1000€ sont des produits quotidiens aujourd'hui ! ». Les clients sont là, mais pas en si grand nombre, et lorsqu'ils sont présents leur pouvoir d'achat est bien moins élevé que l'on croit. Les téléviseurs à 1000€ se transforment rapidement en écran à 400€ et rapportent donc entre 0,50 et 3€ au vendeur.

Je vois que les exemples vous parlent... Restons dans le domaine de l'image alors. Récemment j'ai vendu un téléviseur à 3199€. Un client qui est prêt à mettre ce prix là dans un téléviseur attend, en retour, une sorte de satisfaction et de reconnaissance de la part du vendeur, non ? Pensez vous qu'un vendeur qui encaisse 3199€ (pour un écran) peut réellement être satisfait de lui lorsqu'il voit que ce dernier lui rapporte 28€ ? Vous imaginez le nombre de négociation de prix que ce produit à pu recevoir avant d'arriver en face de vos yeux ? Et c'est la personne qui arrive à vous faire acheter ce produit qui gagne 28€...

Dans la grande distribution alimentaire, le produit n'est qu'un acteur, comme nous, qui vous forcera à acheter son complément. Vous achetez des pâtes ? Pourquoi, d'après vous, la sauce tomate n'est pas loin ? J'imagine que cela vous l'aviez compris depuis longtemps. Dans ce cas vous avez sans doute compris pourquoi un vendeur, dans la grande distribution spécialisée, va vous parler d'une certaine extension de garantie ? Oui. Alors vous avez aussi com-

pris pourquoi on vous parle d'accessoires, d'abonnement à un fournisseur d'accès Internet, d'abonnement à un forfait mobile, d'abonnement à un forfait d'électricité, d'abonnement à un pack vous garantissant la sécurité sur vos appareils informatiques, d'assurance contre la casse de votre matériel... ?

Ces vendeurs vous rabâchent sans cesse le même discours concernant ces divers services, mais ne vous en prenez pas à eux, ils ne sont que le dernier maillon de la chaîne, ils sont là pour vendre le produit mais, surtout, tous les services associables à celui-ci, et ce dans un seul but : accumuler le plus de primes possible. Tout à fait, les services ont une prime plus élevée puisqu'ils appartiennent au magasin ou, dans d'autres cas, sont négociés correctement et ne passent pas par plusieurs interlocuteurs (circuit de distribution). J'en rajoute encore puisque, restons dans l'exemple, un abonnement à un fournisseur d'accès internet rapporte en moyenne 10€ au vendeur. Alors que cette abonnement vous sera facturé 25€/mois pendant 12 mois et 35€ l'année suivante. Calcul très rapide d'un cas rare : le client prend un abonnement et décidera de l'arrêter au bout de la première année = $25 \times 12 = 300€$. Faite le rapport entre ces 300€ et les 10€ de prime...

Les exemples sont nombreux et je pourrais en parler pendant de longues heures. Si vous avez compris un d'entre eux, vous avez compris le fonctionnement. Je me permets de rajouter que, parfois (trop souvent), des produits affichés entre 200 et 400€ peuvent rapporter au vendeur 0,10€.

J'oubliais, toutes les primes et salaires cités plus haut sont en brut, ils sont recalculés lors du jour de « paye ».

Par ailleurs, des centaines de

petites boutiques ferment parce qu'elles ne peuvent tenir face aux bas prix de leur concurrents, ce qui fait disparaître à la fois des emplois et des spécialistes souvent de bon conseil pour les clients, remplacés par des vendeurs sous-payés, pres-

surés, et poussés à forcer l'achat.

Nos revendications :

- Hausse immédiate des salaires pour tous-te-s ;
- Pour un vrai salaire « fixe », stop à la part variable qui stresse et qui pousse au consumérisme ;

- Pour l'expropriation des capitalistes de la grande distribution, et sa gestion par les travailleur-se-s et la société.

Un jeune vendeur,

le 25 août 2014

NPA

Pour sortir le parti de la crise, il faut porter un projet révolutionnaire

La nécessité de refonder le NPA

Notre parti est en crise. Un peu plus de cinq ans après sa fondation, nos effectifs ont été divisés par 4 et notre audience a fondu comme neige au soleil. Le bilan est donc calamiteux. Pourtant, le noyau dur de la direction estime que notre orientation est la bonne, et qu'il n'y a rien de fondamental à changer. Notre reflux serait en premier lieu le reflet d'une situation objective difficile sur laquelle nous n'aurions guère de prise. La crise favoriserait mécaniquement le FN et, en attendant des jours meilleurs, l'heure serait encore et toujours à interpeller nos partenaires potentiels pour la construction d'une opposition de gauche. Nous pensons au contraire que c'est cette politique de la direction qui explique en grande partie l'échec du NPA.

Il était positif de vouloir élargir la LCR au moment où elle avait un certain écho. Cela avait permis de rassembler un nombre significatif de primo-militants et de groupes politiques aux origines différentes. Mais il fallait engager vraiment les discussions stratégiques, qui s'imposaient d'autant plus dès les premières élections, dès la confrontation avec le Front de Gauche, dès

le grand mouvement de grève de 2010... Au lieu de cela, la direction a fait par en haut une synthèse floue (principes fondateurs), ce qui n'a pas permis de dégager un programme et une intervention pratique commune. Les débats de fond entre les principaux courants sont restés largement dans le non-dit, entraînant de plus en plus de tensions personnelles et d'écœurement de militants.

Notre ligne n'est pas apparue vraiment distincte de celle du FDG, et notre attitude bancaire vis-à-vis de l'unité électorale est restée incompréhensible. Non seulement nous n'avons pas pu avoir d'influence sur la lutte de classe, mais le centre de gravité s'est déplacé vers les mirages réformistes. Dans ces conditions nous avons perdu beaucoup de militants que nous aurions pu convaincre, partis souvent sur la pointe des pieds.

Néanmoins, le NPA n'est pas mort. Mais il est en sursis. Beaucoup de militants sont découragés et démotivés par l'ampleur de la tâche à accomplir avec des moyens de plus en plus réduits ce qui compromet gravement sa capacité d'action sur le terrain. Pour susciter l'envie de militer, et donc donner envie à nos contacts de nous rejoindre, il faut être porté par un projet ambitieux, radical et

concret. L'anticapitalisme est une posture de refus. Il faut désormais aller plus loin et donner une identité positive à notre parti, et non s'arc-bouter au projet originel du NPA, qu'il faut aujourd'hui dépasser. La nécessité d'un tel dépassement découle d'ailleurs de la définition même du NPA comme « parti processus ». Plus de cinq années d'expérience commune doivent à notre avis nous amener à sortir du statu quo et à transformer le NPA en parti révolutionnaire des travailleurs.

Un profil « anti-système » et un projet politique communiste révolutionnaire

Depuis déjà 20 ans, il y a une tendance au rejet des deux principaux partis capitalistes (PS et UMP) qui prêchent la soumission à ce système en crise. Qui va en profiter, ce n'est pas écrit d'avance. Après des succès de l'extrême gauche (LO puis LCR), c'est le FN qui progresse le plus parmi les travailleur-se-s et les jeunes. Il s'appuie à la fois sur son image anti-système, et sur un programme qu'il élabore et qu'il martèle. En face, nous n'avons véritablement ni l'un ni l'autre.

Le FDG capte une petite partie de cette radicalisation (surtout parmi les couches moyennes et supérieures du salariat), mais il

est en même temps un obstacle à un vrai regain de conscience de classe, avec son ancrage très fort dans les institutions et ses mesurées. Il est donc urgent de faire la démonstration que nous avons un projet substantiellement différent du sien. Dans nos interventions médiatiques notamment, ne mettons plus sur le même plan LO et le FDG, et arrêtons de citer avant tout comme désaccord notre rapport au PS. Non seulement cela masque les désaccords essentiels, mais cela ne convaincra quasiment personne. En effet, si les travailleurs auxquels on s'adresse ont l'impression qu'on défend sur le fond grosso modo la même chose que le FDG, alors ils se tourneront vers la force la plus importante, le FDG, même s'il est moins clair que nous sur ses rapports au PS.

Laissons l'« Opposition de gauche » et le « gouvernement anti-austérité » au FDG

Le FDG veut rompre avec l'austérité sans rompre avec le capitalisme, en menant une politique économique antilibérale fondée sur la redistribution, les dépenses publiques, et la création monétaire. Nous savons par expérience (échec de la relance de 1981, etc.) que c'est impossible et nous devons être capables de le démontrer. Il nous faut expliquer que la seule alternative aux politiques d'austérité exige d'en finir avec le capitalisme, c'est-à-dire d'exproprier les grands groupes capitalistes et de concentrer entre les mains des travailleurs le pouvoir politique et économique. Nous prônons l'auto-organisation des travailleur-se-s, en incompatibilité totale avec les illusions que véhicule le tribun Mélenchon sur l'État capitaliste.

En mettant en avant « l'opposition de gauche » ou le « gouvernement anti-austérité », on fait volontairement l'impasse sur la question

des moyens à mettre en œuvre pour en finir avec l'austérité et l'exploitation. La direction, obsédée par le risque de marginalisation, met en avant une formulation des orientations sciemment FDG-compatible et renonce ainsi au combat politique contre les fausses solutions réformistes. Avec l'idée confortable mais fautive que les gens n'ont pas envie d'entendre parler de ces choses complexes et qu'il est plus habile de ne pas en dire trop sur notre projet pour élargir notre audience. La crise du mouvement ouvrier est telle qu'on ne pourrait pas se permettre de mettre en avant un projet politique trop ambitieux. Nous pensons exactement le contraire : non seulement il ne faut pas leur mentir mais il faut aussi les encourager à lutter. Les gens, comme ils disent, sont en quête de réponses politiques crédibles. Ils en ont marre des postures et des slogans. C'est en défendant un projet politique cohérent et ambitieux que nous ferons venir des gens à nous, que nous susciterons un désir de militer au sens plein du terme, conciliant réflexion et action.

Nous ne sommes pas à la gauche de la gauche, mais contre le système

Pour la grande majorité des travailleur-se-s, le clivage gauche/droite n'a plus aucun sens, et il ne devrait plus en avoir pour nous non plus. Ce clivage parlementaire et institutionnel sur une scène politique en décomposition ne recoupe plus des différences de contenu. Gauche et droite sont les deux faces de la bourgeoisie, et de ses politiques d'austérité qui s'accroissent avec l'approfondissement de la crise. Nous devons être les porte-voix de celles et ceux qui rejettent profondément ce système et ce spectacle répugnant d'acteurs

qui font mine de s'opposer alors qu'ils sont d'accord sur l'essentiel : exploiter à fond les travailleur-se-s pour leur plus grand profit. Nous devons aussi savoir dénoncer clairement les directions réformistes du mouvement ouvrier (PC, PG et directions syndicales). Même si on ne peut pas les assimiler aux partis bourgeois (PS, UMP, FN...) en raison de leur nature contradictoire – elles prétendent représenter et agir en faveur des travailleurs, mais à l'intérieur du cadre capitaliste – elles sont ainsi des rouages fondamentaux du système qui cherchent à neutraliser la colère des travailleurs dans des voies sans issue.

Nous devons être le parti des exploités, des opprimés, qui n'ont que faire des codes de bonne conduite de la bourgeoisie prédatrice et de ses laquais. C'est en ayant ce profil « anti-système » que nous pourrions espérer avoir l'écoute des travailleurs, en articulant ce rejet du système (dans toutes ses composantes) avec la défense d'un projet communiste révolutionnaire.

Programme d'urgence ou programme de transition ?

Notre programme politique ne doit pas se résumer à un catalogue de mots d'ordre (programme d'urgence), qui ne peuvent qu'apparaître abstraits et donc non crédibles si nous n'expliquons pas les moyens qu'il faudra mettre en œuvre pour les réaliser. Il faut renouer avec une logique transitoire, c'est-à-dire articuler les mots d'ordre à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, qui exproprierait les grands groupes capitalistes, pour les imposer. Ce n'est pas en alimentant les illusions sur les possibilités d'obtenir une loi pour interdire les licenciements que nous paraîtrons plus réalistes. Si des luttes

dans le cadre du système peuvent permettre d'obtenir des avancées, celles-ci sont d'autant plus fragiles et difficiles à arracher que le capitalisme est englué dans une crise profonde. Les capitalistes ont très peu de marges de manœuvres pour céder quoi que ce soit. De véritables avancées pour les travailleurs nécessitent donc d'en finir avec le capitalisme, et donc de faire la révolution. Il n'y a pas de phase intermédiaire possible, celle d'un hypothétique gouvernement anti-austérité, qui préparait une étape ultérieure spécifiquement anticapitaliste et socialiste.

Osons promouvoir notre idéal communiste !

Le programme révolutionnaire est centré sur la question de la transition entre la société actuelle et la société que nous voulons construire. La défense d'un programme révolutionnaire va donc de pair avec la mise en discussion de l'idéal que nous cherchons à atteindre. Il faut réhabiliter de joli nom de « communisme » qui exprime à la fois le « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses » et la finalité d'une société sans classe qui vise l'émancipation intégrale des individus. Notre projet ne vise pas « simplement » à répartir les richesses autrement, il vise à transformer en profondeur les rapports de production et l'ensemble des rapports sociaux pour permettre d'en finir avec l'exploitation et toutes les aliénations (aliénation au travail, aliénation consumériste, etc.).

Osons donc, pas seulement en cénacle, mais dans notre expression publique, parler de la nouvelle société dont nous rêvons en la plaçant en perspective et au delà de nos revendications immédiates. Non pas en la détaillant de manière arbitraire, mais en en dessinant les

contours : osons parler d'autogestion, conseils de quartiers, d'usines, de villages, osons évoquer le remplacement des dirigeants par des délégués, osons ! Nous avons tout à y gagner

Tactique de front unique ou front social et politique avec les réformistes ?

L'unité n'est pas un principe, mais une tactique reposant sur la nécessité de mobiliser le plus largement possible les travailleurs sur la base de mots d'ordre précis et concrets. Il est donc juste de s'adresser à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, et donc prétendant défendre les intérêts des travailleurs, pour agir ensemble sur des objectifs communs. Mais le front unique n'est pas :

- un front programmatique : nous ne pouvons pas signer un texte commun qui inclut des positions contraires aux nôtres. L'accord sur une revendication commune ne doit pas nous faire changer de discours ! L'unité doit se faire sur ce qui fait accord, en laissant de côté tout qui fait désaccord. Par exemple nous devons mobiliser ensemble contre les mesures d'austérité, mais sans en appeler à la « relance » pour sortir de la crise ou à une « vraie politique de gauche » ;
- un front sans contenu : les appels vides et creux ne servent à rien, sauf à entretenir la confusion, à désarmer les travailleurs, et à apporter notre caution à la politique des réformistes. Quand un appel commun ne se prononce pas (ou est volontairement flou) sur les questions clé d'une mobilisation, nous ne devons pas le signer, car il est facteur de démobilisation et fait le jeu des bureaucraties réformistes ;

- un front permanent avec les réformistes : notre stratégie révolutionnaire rend impossible tout accord durable avec les réformistes. Si des accords ponctuels sont possibles, un front permanent ne pourrait se faire qu'au prix d'un abandon de nos positions politiques fondamentales ;
- un front pacifié : ne devons pas nous abstenir de critiquer nos partenaires sous prétexte que nous agissons ensemble. Nous devons au contraire pointer du doigt leurs manquements, leurs ambiguïtés, leurs trahisons, en combinant interpellation et dénonciation en fonction des expériences qui sont vécues par celles et ceux qui luttent ;
- un front électoral : les élections n'étant pour nous qu'une tribune permettant d'utiliser les rouages bourgeois pour populariser les idées révolutionnaires, hors de question de diluer ces idées et de gâcher ainsi l'occasion de nous faire connaître et de rendre notre parti attractif.

Promouvoir un marxisme vivant et s'emparer de toutes les questions

Une partie de la direction sortante aimerait réduire son opposition interne à la juxtaposition de groupes dogmatiques, sectaires, ouvriéristes, gauchistes, récitant le catéchisme trotsko-trotskyte, défendant un marxisme rabougri incapable de saisir la complexité et la nouveauté de la situation. Cette façon de poser le débat, opposant « ouverts » et « sectaires », est une stigmatisation appauvrissante et dépolitisante. Faute d'être capable d'une discussion sérieuse, elle esquive les débats de fond et nourrit les tensions inter-individuelles. Ainsi, elle dépolitise complètement les militants qui ont pourtant besoin d'être armés pour l'action. Or,

loin de vouloir nous replier sur une citadelle trotskyste, nous nourrissons le projet d'un parti qui n'évague aucune problématique, et qui discute sans tabou. Et donc en position d'héritiers (et non de rentiers) d'une tradition marxiste révolutionnaire, qu'il nous faut critiquer et actualiser en permanence. Mais nous refusons aussi l'éclectisme à la mode et nous pensons que pour transformer le monde il faut se fixer démocratiquement des orientations communes, les appliquer ensemble, et en tirer des bilans.

Reprendre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier

« Notre logique politique, c'est de prendre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier » disait Olivier Besancenot lors du congrès de fondation. Nous sommes d'accord, à condition de mener la discussion sur ce qu'est le « meilleur » de ces traditions, ce qui n'a jamais été fait dans le parti, faute de quoi cette formule est restée un effet d'annonce. Pour nous, le « meilleur », ce n'est pas seulement la tradition trotskyste, dont il faut faire un bilan critique, mais aussi beaucoup d'aspects d'autres traditions révolutionnaires.

Par exemple, il y a beaucoup de leçons à tirer des positions de la première opposition de gauche, au printemps 1918, dans le parti bolchevik (cf. l'ouvrage en français sur les numéros de la revue *Kommunist* : http://www.collectif-smolny.org/article.php?id_article=1483) : critique du taylorisme, du bureaucratisme naissant dans le parti, de la coupure entre parti et soviets, etc. D'un autre côté, il nous semble aussi utile de discuter et de faire une critique radicale de toutes les idéologies réformistes qui visent à enfermer le prolétariat dans une logique institutionnelle.

Déconstruire le discours antilibéral et promouvoir une analyse marxiste de la crise

Notre dernier congrès avait discuté et voté une analyse marxiste de la crise : « la crise n'est pas due à des politiques économiques 'absurdes', mais à la baisse des taux de profit » ; « la 'solution' capitaliste à la crise passe donc par le redressement des taux de profit, combinant destruction de capital et augmentation du taux d'exploitation » ; « L'augmentation des salaires, de la protection sociale, des dépenses publiques pour renforcer et développer les services publics ne sont donc pas une 'solution' à la crise capitaliste ».

Force est de constater que la direction du parti refuse obstinément de porter cette analyse et défend au contraire une analyse keynésienne ou sous-consommationniste de la crise. Partout, elle explique que les politiques d'austérité compriment le pouvoir d'achat des travailleurs, ce qui réduit la demande et provoque une crise de surproduction. Cette analyse est celle du Front de gauche, et elle est le fondement théorique de ses solutions antilibérales : il faudrait augmenter les salaires et les dépenses publiques pour augmenter le niveau de la demande et sortir de la crise de surproduction.

Il sera nécessaire au congrès d'avoir à nouveau la discussion en profondeur afin que chacun s'approprie les enjeux et que les résolutions de l'instance souveraine du parti soient respectées. Cette discussion est fondamentale, car il s'agit de se doter d'une analyse économique marxiste qui démontre la nécessité de sortir du capitalisme pour sortir de l'austérité. Il ne s'agit pas d'un supplément d'âme ou d'un débat entre « experts », mais d'un enjeu central de notre combat politique.

Lever les tabous de la gauche anticapitaliste : repenser notre rapport à l'UE et au libre-échange

Lors de la campagne des européennes, notre parti a adopté une orientation qui fait l'impasse sur la nécessité de rompre avec l'Union européenne. Pire, il associe l'idée de la sortie de l'UE ou de l'euro au Front national. C'est une grave erreur d'orientation qui laisse au FN le monopole d'une posture anti-UE. Derrière cette erreur, il y a le présupposé que tout dépassement des frontières nationales serait progressiste, permettant de développer les forces productives, et que notre rôle serait de parachever l'œuvre commencée par les bourgeoisies d'Europe. C'est une façon de penser, héritière d'un marxisme mécanique, aveugle aux reculs immédiats qui sont imposés aux travailleurs d'Europe. Il est nécessaire de rompre avec cette culpabilisation permanente qui vise à faire passer tous les opposants à l'UE pour des affreux réactionnaires, ce qui fait le jeu du FN. Il faut assumer clairement la nécessité de rompre clairement avec l'UE, ses traités, sa monnaie si on veut rompre concrètement avec le capitalisme et s'engager dans une construction socialiste.

Nous devons également être des opposants déterminés au libre-échange (des marchandises et des capitaux) qui vise à lever toutes les entraves au pouvoir du capital et à exacerber la concurrence entre les travailleurs pour détruire les acquis sociaux. LO nous montre ce qu'il ne faut surtout pas faire en nous expliquant que l'UE, le TAFTA (traité transatlantique) ne sont que des épiphénomènes contre lesquels il ne faut surtout pas lutter parce que cela nous détournerait de la « lutte contre le capitalisme ». Comme si le capitalisme ne s'incarnait pas

dans des institutions qu'il faut absolument combattre sauf à mener un combat purement rhétorique et abstrait contre le capitalisme. Nous ne devons pas être indifférents aux armes dont se dotent la bourgeoisie pour nous combattre. Cela n'implique absolument pas que nous défendions une solution « nationale » ou « protectionniste » dans le cadre du capitalisme.

Intégrer les luttes spécifiques à notre combat communiste

Même si nous ouvrons ce débat sur les points qui recouvrent les désaccords stratégiques identifiés, ce texte ne constitue bien sûr pas un programme exhaustif. D'autres points méritent d'être développés : la lutte contre l'impérialisme français et ses guerres de redéploiement, le racisme anti-Roms, l'islamophobie, l'oppression des LGBTI, notre intervention dans les luttes féministes, ou encore les luttes écologistes.

En tant que militants en faveur d'une société permettant l'émancipation la plus complète, ces questions doivent être comprises comme parties intégrantes de notre combat révolutionnaire. Cette intégration ne doit pas être faite de façon artificielle et dogmatique, mais par de vraies expériences et élaborations, qui sur beaucoup de sujets restent à faire ou sont insuffisamment prises en charge.

Dans l'extrême gauche en France, le NPA est le parti qui intervient le plus sur les questions autres que purement économiques, et c'est un acquis très positif. Mais nous pensons que pour dépasser la simple juxtaposition de préférences d'intervention, et véritablement « faire parti », l'élaboration d'un programme révolutionnaire global et cohérent est nécessaire.

Prioriser l'intervention sur les lieux de travail et prendre des initiatives pour constituer un courant intersyndical lutte de classe face aux directions syndicales

Il n'est bien entendu pas question de négliger tous les autres secteurs d'intervention. Mais nous devons nous construire davantage sur les lieux de travail. En intervenant auprès de nos collègues de travail, autant que possible en tant que militants politiques, partout où nous en avons la force. Nous devons faire le maximum pour avoir une intervention politique en direction de nos collègues de travail. La grève, c'est-à-dire le blocage de l'activité économique, reste le moyen décisif dont disposent les travailleurs pour s'opposer au patronat et au gouvernement. Le parti doit donc coordonner l'activité des militants sur les lieux de travail, en premier lieu à l'intérieur des syndicats. La récente grève de la SNCF a montré l'utilité pour les militants d'un secteur de se coordonner, et les précieux point d'appui que sont les positions des révolutionnaires dans les syndicats.

Les bureaucraties syndicales sont vautrées dans le « dialogue social » et le confort qui va avec. Certaines promeuvent directement les pires contre-réformes (comme la CFDT qui appuie le pacte de responsabilité) pendant que les plus « radicales » passent leur temps dans les salons ministériels ou patronaux, et s'acharnent à empêcher l'émergence de grèves puissantes. Quand celles-ci apparaissent malgré tout, elles n'ont de cesse de chercher à les isoler, à les saucissonner, et donc à les neutraliser, pour que tout rentre dans l'ordre.

Chacun ressent donc la nécessité de s'organiser, à l'intérieur des syndicats, face aux bureaucraties

syndicales. Pourtant, aucune initiative concrète n'a été prise par la direction du parti en 5 ans d'existence. Pire, elle a même donné des gages de « bonne conduite » aux bureaucraties syndicales pour ne pas trop se fâcher avec elle : à la veille du mouvement des retraites de 2010, le NPA est allé jusqu'à dire à la CGT : « le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d'un courant NPA dans la CGT, était sans fondement » (<http://www.npa2009.org/content/communiqu%C3%A9-du-npa-rencontre-npa-cgt>). Ce souci de ménager nos bonnes relations avec l'ensemble des militants (et de ne pas entrer en conflit avec les bureaucrates) l'a donc emporté sur la nécessité de constituer enfin un courant organisé dans les syndicats avec les militants les plus radicaux. C'est à notre sens une erreur profonde. Un tel courant devrait être capable d'agréger les militants et équipes qui agissent avec une orientation de lutte de classe, incluant le combat contre l'orientation des bureaucrates, pour la réappropriation des syndicats par les travailleurs. Un tel courant devrait regrouper les militants et équipes de lutte de classe au-delà des différentes sensibilités politiques. Le NPA n'a certes pas le pouvoir d'en décréter l'existence, mais nous avons les moyens de prendre des initiatives publiques concrètes pour avancer dans ce sens.

Sortir des réponses ambiguës ou partiales, des logiques de tendance bloquées, des appels creux à l'unité : seul un véritable débat peut nous faire avancer ensemble

Des premiers textes et des premiers échanges ont eu lieu lors de la commission de congrès du 28 juin. Au sein de la majorité, des doutes apparaissent sur la ligne po-

litique du NPA. Yvan, par exemple, écrit : « L'opposition de gauche existe, son contenu ne répond pas à ce pourquoi nous nous sommes battus et il devient nécessaire de réfléchir collectivement à une reformulation de notre démarche », avant d'ajouter aussitôt « Il ne s'agit pas de rompre avec elle mais bien d'en préciser le contenu politique ». Yvan perçoit bien le problème de l'utilisation de l'expression « opposition de gauche », mais il n'en tire pas de conséquence claire. Alors qu'il disait, avec Cathy, qu'il fallait « mettre au cœur de notre travail le réarmement programmatique et politique du NPA », nous attendons toujours les pistes qu'ils proposent. Yvan s'appuie en outre sur le rapport de forces dégradé pour nous mettre en garde contre tout « radicalisme incantatoire ». Or, si notre projet po-

litique apparaît aujourd'hui comme incantatoire, ce n'est pas en raison d'une trop grande radicalité, mais parce que des réponses éparées, des mots d'ordre, ne constituent pas un programme global et cohérent.

Nous partageons un grand nombre de positions communes avec les camarades du courant « Anticapitalisme et Révolution » (A&R) et du CCR : sur notre rapport au Front de gauche ou pour prioriser l'intervention sur les lieux de travail. Nous pensons cependant que tourner le parti vers les luttes et la classe ouvrière, est une condition nécessaire mais pas suffisante pour nous construire parmi les travailleurs. L'exemple de Lutte ouvrière le démontre. Il est essentiel, d'une part de porter publiquement un projet politique révolutionnaire convaincant, radicalement différent de celui du FDG, et d'autre

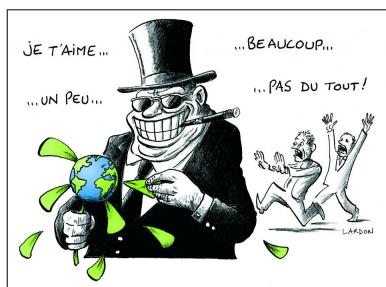
part, de prendre des initiatives pour structurer une opposition syndicale contre les bureaucrates. La discussion doit se poursuivre, mais nous pensons que focaliser la discussion sur les champs d'interventions est trop limitatif et nous expose à un risque de dépolitisation et de parasyndicalisme. Le contenu des tracts, les positions politiques que nous prenons et en particulier que nos porte parole défendent, tout cela a aussi un impact sur notre construction. Par ailleurs, la conviction qu'il faut prioriser l'intervention sur les lieux de travail n'est pas un dogme, elle doit découler de la conviction que le prolétariat peut s'auto-organiser et renverser le capitalisme.

Tendance CLAIRE,

le 17 juillet 2014

NPA

Pour une écologie révolutionnaire



L'écologie ne doit en aucun cas constituer un simple supplément d'âme par rapport au programme révolutionnaire de notre parti. C'est encore trop souvent le cas dans notre expression alors que sur le terrain, les militants du NPA sont connus et reconnus dans bien des combats et font feu de tout bois aux côtés des militants écologistes les plus radicaux ou afin d'aider à la convergence des luttes. Il ne faut pas plaquer artificiellement l'écologie, tel un appendice peu naturel

de la lutte de classe, sur l'idéologie ou sur l'activité de notre parti pour trois raisons essentielles :

1) Il serait irresponsable comme le défend par exemple LO, de faire fi de l'urgence écologique en affirmant qu'il suffit de renverser le capitalisme pour que tout s'arrange. En cas de catastrophe climatique ou nucléaire, ce sont des pans entiers de l'humanité et de la planète qui sont menacés. Ce combat pour la sauvegarde de la vie doit évidemment se mener de front et en lien avec le combat contre l'exploitation capitaliste.

Certaines techniques comme la fission nucléaire ou l'extraction du gaz de schiste sont à rejeter en elles-mêmes. Le capitalisme nous fait aussi courir des risques inconnus avec les OGM, les nanotechno-

logies...

Sous le communisme, on pourrait envisager des recherches sur ces techniques. Mais sous le capitalisme, il est impensable de renoncer à combattre dès maintenant l'utilisation de ces techniques et la pseudo recherche en la matière, qui nous met toujours devant le fait accompli.

En plus de l'exploitation et de l'aliénation capitalistes, les travailleurs subissent aujourd'hui la menace de mort et de destruction que l'irresponsabilité de ce système fait planer sur eux. Le NPA ne peut décemment hiérarchiser ces combats, ni implicitement ni explicitement, ni d'un point de vue temporel.

Chacun dans notre parti en a bien conscience, mais c'est pourtant hélas l'impression inverse qui

émane de notre expression quotidienne essentiellement centrée sur les revendications ouvrières de notre classe.

Ce souci d'une meilleure communication doit être constant dans toutes les commissions de notre parti et au CE, pas seulement au sein de la commission écologie. Un travail en lien des différentes commissions devrait donc être généralisé et non se limiter à des rencontres ponctuelles.

2) L'écologie constitue aujourd'hui un formidable vecteur de mobilisation : l'aberration du système capitaliste, ses excès, son caractère profondément anti-démocratique, apparaissent au moins aussi clairement avec les désastres écologiques qu'avec les désastres sociaux. De nombreux militants peuvent venir aux idées révolutionnaires grâce à des combats ciblés au départ sur une problématique environnementale, qu'elle soit locale ou générale. A nous, grâce à notre expression, à notre dénonciation constante et permanente du système en lien avec les combats écologistes, à nos propositions de société nouvelle, de d'orienter cette révolte vers un projet anticapitaliste conséquent.

C'est pourquoi notre écologie doit être révolutionnaire et ne doit pas se contenter d'un simple accompagnement des luttes.

Le NPA peut et doit apporter une dimension politique aux luttes et expliquer inlassablement que le capitalisme est aveugle, irresponsable, que si des victoires ponctuelles sont possibles en nous mobilisant, nous serons toujours confrontés à cette irresponsabilité de la loi de la concurrence et du profit, que réformer le capitalisme n'est pas possible à ce titre.

Le NPA doit expliquer que dans la société future et démocratique que nous voulons construire, nous ne serons certes pas à l'abri d'erreurs ou de désastres écologiques mais que débarrassé de la dictature du capital, nous aurons bien davantage les moyens d'éviter le pire.

3) Trop souvent, les militants écologistes et les militants ouvriers mènent leurs combats séparément, voire s'opposent (exemple de Fessenheim). Le NPA doit travailler concrètement à créer des ponts entre ces luttes qui doivent s'irriguer l'une l'autre, s'enrichir, se compléter afin de donner une cohérence aux différents combats militants et de permettre une vision structurée de la société que nous voulons.

Notre parti a su le faire avec le nucléaire où, à l'inverse de stigmatiser les travailleurs de la filière, nous proposons, à titre de revendication transitoire, la reconversion des travailleurs dans le démantèlement ou dans les énergies renouvelables ainsi que la création de centaines de milliers d'emplois.

Mais pour envisager cette reconversion, il faut évidemment que les travailleurs soient aux manettes de l'ensemble de la filière énergétique et donc... exproprier tous les grands groupes et s'extraire du capitalisme. Notre position est généralement bien comprise et acceptée par les militants antinucléaires, et même par certains travailleurs de la filière.

Ce que nous avons ébauché avec le nucléaire, nous pouvons l'étendre à bien des secteurs de la production capitaliste

Enfin, notre écologie doit réfléchir aujourd'hui à intégrer pour partie les notions de décroissance et d'anticonsumérisme, qui

peuvent être d'un apport non négligeable à notre réflexion anticapitaliste.

Là encore, le dégoût croissant et justifié de la société de consommation motive une frange grandissante de la population à chercher des réponses originales et novatrices, mais qui se contentent trop souvent du « que faire ici et maintenant ? » et du repli sur soi dans des expériences locales certes intéressantes et nécessaires, mais insuffisantes.

Il existe, au sein de la mouvance décroissante, protéiforme et diffuse, des alliés naturels du NPA, au delà des différences de vocabulaire et des parcours militants de chacun. Sachons reconnaître leur apport et saisir les possibilités de travailler ensemble à l'élaboration d'une vision commune de l'avenir de la planète.

Pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, notre écologie doit être révolutionnaire, et se démarquer à tout prix de celle du Front de gauche, qui confisque de plus en plus à son profit le terme « écosocialisme » alors qu'il est aisé de démontrer que les propositions du PG sont juste teintées d'un réformisme mollasson.

L'écologie en général, le nucléaire (Le PC est pour, le PG propose une sortie irresponsable en 20-25 ans), constituent autant de solides motivations supplémentaires de refuser toute alliance politique avec le FDG

Ces différences, sachons les expliquer publiquement, elles constituent une partie de notre identité et justifient d'autant plus l'existence d'un parti tel que le nôtre.

Tendance CLAIRE,

le 17 juillet 2014

NPA

Bilan du CPN de juillet : relancer le NPA en reconnaissant les désaccords... et les accords



Le BI de préparation du dernier CPN présentait plusieurs projets de résolution politique différents. Malgré ce foisonnement issu de divergences d'orientation bien réelles, il nous semblait possible de dégager quelques points d'accord à la lecture des différentes contributions. Ainsi, avant le CPN, nous avons proposé à des camarades de différentes sensibilités de travailler ensemble pour essayer d'arriver à des positions et donc une intervention communes, malgré les autres désaccords, autour d'axes essentiels :

- le remplacement du clivage gauche/droite qui ne renvoie plus, pour une large partie de la population, à un clivage sur le contenu des politiques, par un clivage de classe. Ceci implique une reformulation de notre démarche programmatique qui ne peut pas consister en une « opposition de gauche » ;
- le réarmement politique du NPA, afin d'incarner une alternative globale crédible, définie en positif, clairement délimitée de celle du Front de gauche. Pour cela, nous devons élaborer un programme de transition articulés nos revendications aux

moyens de les traduire concrètement, c'est-à-dire un gouvernement des travailleurs pour sortir du capitalisme ;

- la priorité donnée à l'implantation et à l'intervention dans les luttes, en menant la bataille pour l'auto-organisation et en se donnant les moyens organisationnels, à l'intérieur des syndicats, pour structurer les militants combattifs face aux directions bureaucratiques.

Avec cette démarche, nous voulions nous donner des chances d'aboutir à une motion courte à vocation majoritaire, pour tirer les leçons de la dernière période et tenter de relancer le parti. Elle répondait aussi à un souci de « lisibilité » des débats et à la nécessité de dépasser la répétition à chaque CPN de résolutions longues de chaque sensibilité.

Cependant, suite à l'absence de délégués pour cause de grève des cheminotEs, le CPN s'est tenu sur 1 journée et aucun vote de résolution politique n'a eu lieu. Même si une partie des débats ont porté sur les axes que nous mettions en avant dans notre proposition, elle est malheureusement restée sans réponse de la part des autres délégués

Pourtant, au regard des tensions et logiques fractionnelles qui cisailent le NPA à tous les niveaux, il est nécessaire que le CPN en tant que direction cherche à élaborer une résolution politique un tant soit peu partagée, une fois que les différentes orientations ont été

exprimées. Il ne s'agit évidemment pas d'étouffer les désaccords, mais de s'efforcer d'avancer vers une intervention commune quand les convergences sont possibles, et clarifier les véritables divergences sinon pour favoriser leur discussion.

Cette préoccupation est d'autant plus capitale que la remontée des mobilisations (cheminotEs, intermittentEs, postierEs, hôpitaux...) nous interpelle sur l'urgence à rendre notre parti réellement utile pour peser dans la lutte des classes. Au milieu de cette actualité brûlante, ébranlée par la grève centrale des cheminotEs, il est problématique que la majorité de la direction n'ait pas tenté de travailler sur une résolution spécifique pour organiser notre intervention dans ces luttes. Ainsi, une partie de la majorité X et de la minorité Y a préféré argumenter pour la signature d'un communiqué avec le PCF et le PG, qui avait pour fonction d'appuyer les directions syndicales alors que nos camarades les combattent dans les AG. A la place, il aurait fallu acter ensemble la nécessité pour nos militantEs de mettre en avant la revendication du retrait de la réforme, la rupture des négociations avec le gouvernement (dans l'opacité la plus totale et sans contrôle des grévistes), de pousser à l'auto-organisation pour déborder les directions syndicales ou encore d'œuvrer concrètement à la convergence des secteurs en lutte.

Tendance CLAIRE,

le 24 juillet 2014

NPA

SNJ du 21 juin



Sur la grève des cheminot-e-s

Si tout le monde s'accordait à dire que la grève des cheminot-e-s et des intermittent-e-s est très importante pour nous et qu'il faut y intervenir, des divergences d'appréciation se sont exprimées sur la façon d'intervenir des jeunes du NPA. Selon nous, le soutien de camarades jeunes est pleinement justifié, ne serait-ce qu'en tant que militant-e-s du NPA. Il est certain que ce soutien extérieur a beaucoup moins de poids que l'implantation de militants du NPA à la SNCF, mais ce soutien est néanmoins vital, aussi bien pour le renforcement de la lutte que pour mener des discussions politiques avec les grévistes et usagers. Il y avait par ailleurs accord pour dire que le démarrage d'un mouvement étudiant à la rentrée serait un des meilleurs soutiens possibles aux revendications de tous les secteurs en lutte (et la relance de la grève à la SNCF n'est pas impossible à l'occasion des négociations sur la convention collective ferroviaire).

Par ailleurs, un débat est apparu sur l'influence d'idées d'extrême droite parmi les cheminot-e-s, et surtout sur la façon de les combattre. La lutte en elle-même est le

principal levier pour faire reculer les idées de Le Pen ou Dieudonné. Mais levier ne signifie pas automatisme, cela nécessite un sujet qui l'actionne. Il n'y a qu'une politisation « lutte de classe » qui puisse faire reculer des politisations nationalistes.

Enfin, la question des directions syndicales ne doit pas être esquivée. Car beaucoup de jeunes grévistes ont fait l'amère expérience du freinage massif opéré par la direction de la CGT et de SUD. L'extrême droite s'appuie de plus en plus sur le sentiment de trahison de beaucoup de syndicalistes pour avoir leur oreille. Il faut discuter de réappropriation des syndicats avec ces secteurs combattifs, à la fois pour donner une compréhension de la situation et une perspective, et pour avoir une chance de voir enfin de vraies grèves générales ! Car la méthode du dialogue social, malgré ses crises, ne s'effondrera pas toute seule.

Sur le front unique et l'extrême droite

Un autre débat important a été celui sur les manifestations de lycéen-ne-s suite au score du FN aux élections européennes.

Certains camarades estiment que le centre de gravité de la mobilisation devait être la lutte contre l'extrême droite. Nous pensons que la politique suivie par le secteur jeune, de faire reprendre aux manifestant-e-s des slogans anti-gouvernement, était juste. La politique anti-sociale du gouvernement et le racisme d'État depuis Mitterrand jusqu'à Valls sont largement responsables de la montée du FN, et il faut bien voir que ce n'est qu'une petite minorité aujourd'hui

qui est prête à réagir à un score si élevé. Cette minorité de lycéen-ne-s doit donc justement nous intéresser, mais puisqu'il n'y a pas de perspective immédiate à leur lutte, il faut surtout leur proposer une perspective et une raison de s'organiser : la sortie de crise par la révolution, ou le danger réactionnaire.

Nous avons aussi défendu notre point de vue : le PS étant un parti capitaliste, et de plus directement au gouvernement, il ne faut même pas discuter avec les satellites du PS, qui apparaissent comme tels (MJS, JRG...) mais nous présenter comme un pôle totalement distinct des forces pro-capitalistes (de gauche comme d'extrême-droite), tant dans les communiqués que dans les manifestations. Nous ne pouvons pas négocier courtoisement avec des jeunes qui nous écrivent de rue de Solférino, au moment où les attaques sont issues du même endroit.

Sur les enjeux des prochaines RIJ

Cette journée a aussi été l'occasion d'échanger sur les enjeux (et l'organisation) des Rencontres Internationales de Jeunes de cet été. Une large partie des camarades, dont nous faisons partie, estime qu'il est important de faire des bilans et des débats sur la question des « partis larges ». Il nous semble en effet qu'entre la politique de l'Alliance Rouge Verte au Danemark et celle de l'OKDE Spartakos en Grèce, les débats doivent être posés sur la table. Il ne s'agit pas de cliver pour cliver, il s'agit d'éviter de nouvelles dérives et de prendre nos responsabilités pour qu'émerge un pôle révolutionnaire à l'échelle internationale.

Pour autant, nous sommes pour un regroupement large des révolutionnaires. La clarté sur le rôle de l'État, la différence entre anti-libéralisme et anti-capitalisme, le refus de l'étapisme et la nécessité de l'auto-organisation nous semblent par exemple essentiels. Il n'est en revanche pas nécessaire ni souhaitable de verrouiller l'organisation sur telle ou telle variante ultra-délimitée de « trotskisme ».

Sur la capacité à débattre

Cette réunion des membres du SNJ a eu des aspects positifs et négatifs entremêlés. L'élément posi-

tif est la qualité des débats, qui ont abordé des questions politiques imposées par la situation. L'élément plus négatif est une certaine crispation conduisant à une logique de bloc.

Nous avons toujours défendu que pour sortir le NPA de sa crise, il fallait une tendance la plus large possible, regroupant les camarades voulant une orientation et une intervention révolutionnaire pour le parti. Il nous semble qu'il faudrait prioritairement se fédérer autour de cet objectif, en acceptant que des débats et désaccords continuent de nous traverser. La création du cou-

rant Anticapitalisme et Révolution pourrait être un pas vers ce regroupement. Mais la direction d'A&R cherchant à tout prix à construire et vérifier l'homogénéité de son regroupement, est amenée à grossir des divergences et à refuser certains débats tant qu'ils n'ont pas été tranchés dans le courant (comme la résolution féministe au CPN d'avril). Il nous semble important d'arriver à créer des cadres de débat sereins, sans que cela conduise automatiquement à des tensions entre camarades.

Jeunes de la Tendance CLAIRE,

le 24 juin 2014

CULTURE

Sur les enjeux de classes de l'écriture littéraire



Compte rendu du livre Pierre Bergounioux, *Le style comme expérience*, Éditions de l'Olivier, 2013

Sous la forme d'un texte hybride, à mi-chemin entre un essai et un manifeste, Pierre Bergounioux propose une analyse marxiste de l'histoire de l'écriture et du style littéraire, qui prend le contre-pied des approches stylistiques traditionnelles. Celles-ci, oubliées de la dimension historique du style et des liens qu'il entretient avec l'expérience du réel, sont accusées d'avoir toujours négligé une donnée fondamentale : la lutte des

classes. Car l'écriture et la littérature, elles aussi, sont forgées par les conflits sociaux. Si le nom de Marx n'apparaît que vers la moitié du livre, c'est sous le signe de sa conception de l'histoire et des rapports sociaux que le discours s'organise dès le départ.

Dans un travail de synthèse parfois vertigineux, mais qui présente une vue d'ensemble essentielle pour son propos, Bergounioux commence son récit avec l'apparition de l'écriture, qu'on date de la fin du IV^e millénaire avant J.-C. En s'appuyant sur les travaux de l'anthropologue anglais Jack Goody, l'auteur invite à penser le moment dans lequel l'homme a, pour la première fois, laissé des « traces hasardées à la pointe d'un roseau » sur un support matériel, comme l'événement le plus important de l'histoire humaine. Et qui dépasse de loin toutes les révolutions successives marquant le progrès de la civilisation. Le dévelop-

pement matériel, y compris de la production des biens, dans les premières sociétés est tel que l'activité pratique, en raison de sa nouvelle extension, « menace d'échapper au contrôle de l'esprit » (p. 12). Les conditions sont prêtes dès lors pour élaborer une technique permettant d'inscrire sur un support solide les discours, les histoires, les calculs qui étaient jusqu'alors confiés aux seuls quatre vents. S'instaure ainsi un processus qui, du pictogramme en passant par l'idéogramme et les caractères cunéiformes, se perfectionne jusqu'à l'invention de l'alphabet grec, par rapport auquel notre époque elle-même n'a rien ajouté.

Roland Barthes, dans son « aide-mémoire » sur la rhétorique ancienne qu'il rédigea en 1965, organisait sa réflexion autour d'un constat proche. Le développement du système de production étant à la base de la naissance de la propriété privée, c'est dans le

cadre des procès pour la défense de celle-ci, donc à l'intérieur d'un discours juridique, que la parole éloquente trouve ses premiers développements : « Il est savoureux de constater que l'art de la parole est lié originairement à une revendication de propriété, comme si le langage, en tant qu'objet d'une transformation, condition d'une pratique, s'était déterminé non point à partir d'une subtile médiation idéologique, mais à partir de la socialité la plus nue, affirmée dans sa brutalité fondamentale, celle de la possession terrienne : on a commencé - chez nous - à réfléchir sur le langage pour défendre son bien. »¹

De même, Bergounioux situe l'émergence de l'écriture au cœur du conflit social. L'invention de celle-ci, « c'est-à-dire de l'archive, de l'histoire comme science du passé », va de pair avec « l'émergence des premières sociétés inégalitaires, de castes et de classes, dont la lutte est l'élément moteur » (p. 10). La possession du nouvel instrument de communication est soumise à une distribution fortement inégale qui instaure une séparation entre une élite lettrée et l'immense masse de ceux et celles qui n'y ont pas accès. C'est à partir de cette situation d'inégalité que se développent forme et contenu des récits, corps central d'une littérature qui, pendant des siècles, est restée inféodée à l'aristocratie. Mais les jours de celle-ci sont comptés quand le texte tombe dans les mains des représentants de la bourgeoisie émergente, en particulier de Voltaire, Diderot, Rousseau, dont les œuvres marquent un point de non retour.

L'origine sociale de l'écriture fondée sur l'alphabet et le contexte de ses applications ont eu également une conséquence formelle,

déterminant le contenu et l'organisation logique de tout récit. Cette pratique a été l'apanage d'une classe qui a un rapport au temps fondé sur la contemplation et la réflexion, donc situé très loin du temps réel de l'action. Les scribes et les narrateurs lettrés sont les seuls à pouvoir relater, dans le calme de leur vie retirée, les entreprises héroïques de la classe guerrière, avec comme conséquence le fait capital que « les structures temporelles de l'action ont échappé à ceux qui s'y trouvaient impliqués [les membres de la classe guerrière] comme à ceux qui auraient dû les expliquer (les scribes justement) » (p. 35).

C'est là la limite principale d'une pratique littéraire qui fait subir aux gestes, à l'expérience vécue du réel, « la diffraction de l'écriture » — en substituant à la vérité de l'événement un artefact et une représentation déformée, fruits du travail d'une élite. Mais cette conception de la littérature trouve sa fin, en même temps que son aboutissement, au début du XXe siècle, avec trois figures phares : Joyce, Kafka et Proust. Ces trois hommes, juifs, malades et faibles, certains de ne pas pouvoir arriver au bout de leurs œuvres et écrivain à l'aube du conflit qui allait déchirer l'Europe, marquent la fin de l'écriture conquérante bourgeoise. Tous les trois ne réalisent leur projet littéraire qu'en affirmant son impossibilité : « Parodique avec Joyce, suspendue, tragiquement, chez Kafka, portée, minée par le temps irréparable dont Proust recense les sortilèges (...), la littérature dit que le projet européen — la raison — a avorté » (p. 57). La guerre qui éclate en 1914 apparaît comme la concrétisation sanglante de cette conscience, et la conséquence de l'impossibilité de résoudre les deux conflits qui tra-

versent le vieux continent, la lutte de classe et la rivalité entre nations, dont les œuvres de ces trois écrivains sont pénétrées.

Pour trouver la suite de cette sorte d'épopée de l'écriture que nous présente Bergounioux, il faut désormais traverser l'océan et changer de continent, où s'ouvre un nouveau chapitre avec William Faulkner. Celui-ci opère dans des conditions renouvelées où, la ségrégation sociale étant — temporairement et partiellement — assouplie par rapport aux sociétés européennes, l'écrivain n'est plus isolé, et en arrive à « abdiquer la royauté de papier » que tout narrateur s'était arrogée au long des siècles précédents. De là une œuvre du présent, qui s'élabore loin des salons et des bibliothèques, qui a l'audace et la possibilité de se débarrasser d'une tradition séculaire ; elle est faite pour les agents anonymes de l'histoire, elle s'efforce d'être fidèle à leur expérience du monde. L'œuvre faulknerienne est marquée par une révolution *stylistique* qui permet de « dépasser l'impossibilité où le texte occidental se trouvait », à cause d'un intellectualisme proliférant menacé constamment de stérilité, « de ne plus rien dire ce de qui arrivait » (p. 64).

Au fil de la narration, Bergounioux ne cache pas ses points de repère et ses figures tutélaires, en prenant également position pour un écrivain, contre un autre. Si c'est souvent une vue partielle qui nous est offerte, le livre a le grand mérite d'opérer un recentrement important de l'histoire littéraire, et de se positionner résolument contre le fétichisme des Belles-Lettres. En élargissant à l'anthropologie la sphère de l'esthétique et de la poétique, il pose la littérature en dialogue avec les sciences so-

1. Roland Barthes, "L'ancienne rhétorique", dans la revue *Communications* n° 16.1, 1970, p. 176.

ciales. Il se constitue ainsi en première ébauche d'une histoire qui reste en grande partie à écrire, et rejoint d'ailleurs un projet qui trouve à l'heure actuelle nombre d'échos dans la recherche académique².

La source du plaisir stylistique ne se trouve pas dans le degré de raffinement et d'élaboration auquel l'écriture peut aspirer ; elle naît, similairement aux jouis-

sances qui concernent le corps, du sentiment de libération, d'« extension de sens » et d'« accroissement de l'existence », que le langage révèle et permet d'expérimenter. Mais l'accès à ce plaisir, et c'est ce qui le recouvre d'une couche amère, a été et reste toujours limité et sélectif, profondément inégal. En ceci militant, le livre de Bergounioux se conclut sur un envoi, au goût utopique : qu'un jour

l'égalité s'instaure dans l'accès au langage. « L'état stylistique idéal sera celui où, pourvu également des biens du corps et de l'esprit, chacun parlera, écrira, s'il le souhaite, un langage parfait, c'est-à-dire le plus haut, le plus riche possible, à un moment donné, en un lieu déterminé » (p. 70).

Andrea Vague,
le 20 août 2014

CULTURE

Jimmy's Hall, dernier chef-d'œuvre de Ken Loach



Certains disent que c'est le dernier film de sa carrière. J'espère que non car il nous régale vraiment, le vieux camarade Ken Loach !

Et puis, quand on voit la carrière du Godard qui n'en finit plus à 86 piges, qui a beau être reconnu

comme gôchiste – il ne m'a jamais Ô grand jamais intéressé, le bougre ! –, je souhaite vraiment que le vieux trotskard british de 78 piges, quant à lui, nous filme encore quelques belles histoires à la morale éclatante.

Donc, ce coup-ci, c'est l'histoire du communiste irlandais James Gralton, déporté de force en 1909 aux USA pour agitation, c'est d'ailleurs le seul à l'avoir été pour ces faits. Jimmy était ensuite revenu en Irlande pour combattre

2. Différents courants de sociologie de la littérature ont dans les dernières décennies, et plus récemment, tenté de mettre au centre de la recherche le style, cet objet resté souvent impensé par toute approche sociologique. Qu'on pense au projet sociocritique lancé par Claude Duchet dans les années 1970, à la sociopoétique d'Alain Viala, aux travaux de Jérôme Meizoz et de la revue/collectif CONTEXTE (en ligne : <http://contextes.revues.org/>). Voir aussi la publication récente de Nelly Wolf, *Proses du monde. Les enjeux sociaux des styles littéraires*, Presses universitaires du Septentrion, 2014.

lors de la guerre d'indépendance irlandaise et, plus tard, en 1932 pour s'occuper de sa mère à Leitrim où il a dirigé le « soviét » de Leitrim (groupe des travailleurs révolutionnaires), d'ailleurs un des groupes précurseurs du Parti communiste d'Irlande. Sa mère était une femme autodidacte qui possédait une bibliothèque privée qu'elle faisait partager aux gamins du conté : Jack London, Robert Louis Stevenson...

Il était surtout connu pour avoir ouvert une salle de danse à Effrinagh où il organisait des événements gratuits, où il introduisit le jazz des Noirs américains, ramené de son séjour à New York (avec des disques et un gramophone) et où il exposa ses vues politiques avec ses camarades. Les femmes donnaient quant à elles des cours de danse, de couture, de lecture aux gamins... l'éducation populaire par le peuple lui-même.

Il y a eu une réaction très violente contre ces danses et ces réunions, dirigée par des prêtres catholiques et qui ont abouti à une fusillade sans morts à déplorer, puis l'incendie du « hall »...

Suite à cela, en 1933, Jimmy a été arrêté puis expulsé une dernière fois vers les USA au motif qu'il était un étranger (!) et sans procès bien évidemment. Il y est mort en 1945.

Cela a conduit à des manifestations publiques partout sur

l'île organisées par l'IRA qui, par ailleurs, a toujours été ambiguë du fait de son soutien à l'église catholique. Ces événements ont eu lieu au même moment que l'expulsion du très grand syndicaliste anti-travailleuse, très grand internationaliste et créateur du PC de Grande-Bretagne : Tom Mann qui fut, quant à lui, expulsé d'Irlande du Nord pour avoir organisé la révolte conjointe des ouvriers irlandais et anglais contre l'empire britannique et l'État libre d'Irlande.

Ce film me semble être la juste suite de son « Le vent se lève », primé au festival de Cannes en 2006, film qui chroniquait déjà la guerre d'indépendance irlandaise mais aussi la guerre civile qui s'en suivit sur fond de conflit fratricide entre un frère partisan de Collins et l'autre de De Valera, sauf que cela se passe une décennie après la guerre civile qui prit fin en 1923.

On est donc sur le même registre que « Land and freedom » (1995) qui chroniquait déjà les vrais clivages de la guerre d'Espagne et le camarade Ken signe là un vrai chef-d'œuvre avec des acteurs sublimes qui jouent super bien.

Voilà, courez donc vite voir ce film du Loach (en VO, c'est beaucoup mieux), c'est vraiment un pur moment !

Quant à moi, je vais envoyer un mail à une jeune amie américaine pour l'inciter à aller le voir

aussi (si ce n'est déjà fait), amie qui est d'origine irlandaise (naturalisée depuis 1 an d'ailleurs) par son grand-père paternel et qui vit à Boston, première ville d'immigration irlandaise des USA et où je me suis rendu en 2012. Je me souviens avoir vu un piquet de grève au bas d'un building pour la régularisation de ses employées de services, immédiatement en entrant dans « downtown » (centre-ville), et avoir parlé avec un des grévistes qui était... irlandais à la 2ème génération.

Quelques liens

- La bande-annonce en français :
<http://www.premiere.fr/Bandes-annonces/Video/Jimmy-s-Hall-VF-2>
- La page wiki de Tom Mann :
http://fr.wikipedia.org/wiki/Tom_Mann
- Et pour finir, un classique des chants ouvriers de Manchester par le génial groupe irlandais The Pogues, ça fait toujours du bien :
http://www.dailymotion.com/video/x121h_the-pogues-dirty-old-town_music

Un correspondant de Rouen,

le 8 juillet 2014

DÉBAT STRATÉGIQUE

Lip, les patrons de gauche et l'autogestion

Il y avait déjà des films, des livres, une pièce de théâtre... et depuis mars 2014, on peut aussi (re)découvrir la lutte des travailleur-se-s de Lip en BD. Les auteurs se sont beaucoup documentés, et l'immersion dans cette usine de montres et les familles de travailleur-se-s qui en vivent fonctionne bien. Ce qui permet d'utiliser ce livre en exemple pour illustrer de nombreux enseignements de la lutte des classes.

Le début des « plans sociaux »

Les raisons de se pencher sur cette lutte qui a marqué l'après 68 et le début des années 1970 ne manquent pas. Tout d'abord parce qu'il s'agit d'une réaction à un plan massif de licenciements, comme nous en avons connu de nombreux depuis. Les similitudes sont parfois frappantes. Comme les syndi-

cats de PSA Aulnay, les Lip découvrent les plans de la direction un peu par erreur, sous la forme de notes dans le sac *d'un des administrateurs* : « allègement du personnel horlogerie », « 480 à dégager »...



« On fabrique, on vend, on se paie »

Ce qui fait en revanche la particularité de Lip, c'est la présence localement d'une unité syndicale entre la CGT et une CFDT très radicale, et surtout d'une tradition de démocratie directe forgée depuis Mai 68.¹ Grâce à cette expérience précieuse, les Lip établissent directement une grève active, des discussions quotidiennes en assemblées générales, et libèrent une formidable énergie collective, débordant de loin le carcan de la légalité capitaliste.

Et notamment la fameuse autogestion de la production de montres, qui a été emblématique et qui a popularisé la lutte bien au-delà de la région. De nombreux soutiens achetaient fièrement des « montres Lip autogérées », en plus de venir manifester avec eux.



1. Lire une interview de Charles Piaget, dirigeant CFDT à Lip : <https://npa2009.org/node/39403>

Entre répression et émancipation

Mais à travers ce récit, on peut tirer de nombreux autres enseignements. Par exemple, la répression : les CRS s'empressent de faire un commando pour libérer le patron séquestré... puis plus tard ils attaquent l'usine pour déloger les grévistes et récupérer le stock de montres. Les effets de cette répression ne sont pas automatiques, entre démoralisation et radicalisation. Beaucoup d'autres salarié-e-s en lutte ont depuis fait et refait cette expérience du vrai visage de l'État et de sa police.

Cette BD illustre aussi à quel point la solidarité ouvrière peut rapidement transformer la conscience de ceux et celles qui luttent. En termes de conscience de classe bien sûr, mais aussi plus largement. Les auteurs ont par exemple utilisé les deux personnages principaux – fictifs – pour décrire comment l'émancipation par la lutte peut aussi venir heurter la domination masculine, jusque dans le couple. Ce qui est loin d'être anecdotique, dans une usine où les ouvrières spécialisées étaient majoritaires.

Deux taches sur le livre

Les seuls points noirs de la BD sont le début et la fin : Jean-Luc Mélenchon a écrit la préface, et (effet miroir ?) la postface est de Claude Neuschwander, le « patron de gauche » qui a repris Lip de 1974 à 1976.

L'enseignement de Lip, c'est la force que peuvent avoir les travailleurs unis (ces « héros ordinaires ») prenant eux-mêmes les décisions. La politique de celui qui

vante la révolution par les urnes n'a rien à voir, et se retrouve souvent opposée, au nom du respect des « lois républicaines ». De façon assez cynique, Mélenchon se met en avant, « moi j'étais étudiant à Besançon à l'époque », « moi j'ai aidé à sauver un ex Lip quand j'étais ministre de Jospin »... Mais il ne parle pas plus d'autogestion dans cette préface que dans sa campagne de 2012.

Quant au « patron de gauche » en question, il avait beau être au Parti socialiste unifié (PSU), et maintenant au PS, il est utile de relever sa vision de l'autogestion :

« Il n'y a pas eu d'autogestion à partir du moment où j'ai été patron. Si je crois à l'autogestion dans le domaine du logement, des associations, des syndicats... dans le domaine des entreprises, surtout des grosses entreprises, je n'y crois pas. [...]

Je n'ai jamais négocié sur une question stratégique. Je considère que c'est le patron seul qui prend une décision stratégique. On m'a souvent dit que j'étais un peu fachô là-dessus. Je ne crois pas ! Je crois que la stratégie ne se partage pas, sinon on fait de la bouillie. »²

M. Neuschwander, bien qu'il n'ait pas été gêné par la bouillie de la base, a néanmoins fait couler Lip. Après l'avoir repris en 1974, ses actionnaires n'aiment pas le résultat, et le poussent à la démission en 1976.

La faute aux réacs ?

Selon lui, cela n'était pas dû à un problème de rentabilité, mais à un choix délibéré de Giscard et des patrons réactionnaires... Il est tout à fait possible que la volonté de revanche contre la combativité

des Lip et la volonté de faire un exemple aient joué un rôle. Mais l'explication est un peu courte. On peinerait à comprendre alors pourquoi la France, l'Europe, le monde entier ont connu des suppressions massives d'emploi à partir de cette période. Le secteur de l'horlogerie en particulier, important à Besançon, était déjà sur une tendance à la centralisation du capital et à la restructuration depuis de nombreuses années.³

Prétendre que des capitalistes « progressistes » auraient la solution et qu'avec eux l'exploitation serait plus douce est une chimère. Une chimère qui convient bien aux affaires des patrons de gauche, et notamment à toute une clique de traîtres de Mai 68, comme le journal Libération⁴.

La SCOP comme solution ?

Tout ceci étant dit, l'autogestion n'est pas une formule magique qui se suffit à elle-même. Le PSU proposait que les salarié-e-s reprennent Lip en Société coopérative ouvrière de production (SCOP), tandis que ceux-ci refusaient et voulaient un repreneur.

Qui paie s'il faut réaliser de gros investissements pour rebondir, si l'entreprise est en concurrence avec d'autres travailleurs sur-exploités ? Si c'est la SCOP, ce sont les travailleur-se-s. Or justement, les entreprises dont les patrons ne veulent plus sont souvent en difficulté, même si certaines petites SCOP s'en sortent sur certains marchés de niche. La tyrannie du système s'impose à travers le pouvoir des grands groupes et des États à leur service, mais aussi partout à travers la concurrence sur le marché.

La SCOP en elle-même est une forme légale, inoffensive et impuis-

2. <http://leblog2roubaix.com/claude-neuschwander-conversations/>

3. http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_l'horlogerie_à_Besançon

4. http://www.liberation.fr/culture/2014/04/24/lip-strip-pour-les-ouvriers-horlogers_1003814

sante. Les Lip, qui étaient méfiants dès le départ, en ont fait l'expérience : après 1976, ils se sont résignés à se morceler en différentes petites SCOP. Souvent en gardant des objectifs subversifs, comme l'édition du « Chomageopoly », mais chaque SCOP connaissant ses difficultés.⁵



Et depuis l'éclatement de la crise, les projets de SCOP reflouissent (Sea France, Fralib...), apparaissant souvent comme seule alternative aux licenciements quand aucun repreneur n'est en vue. Le mur du pouvoir des patrons est toujours là (comme le montre le refus du groupe Unilever de céder la marque Eléphant à la SCOP) comme la tyrannie du marché :

« Dans un contexte de guerre économique, il va falloir que les salariés sociétaires relèvent sacrément leurs manches, préviennent un responsable d'un fonds d'investissement dans l'économie sociale. Et qu'ils acceptent des sacrifices. » Il donne l'exemple d'une SCOP dont le chiffre d'affaires a baissé de 30% depuis 2008. « Pour abaisser la masse salariale, s'est posé le choix de diminuer les salaires ou les effectifs. »⁶

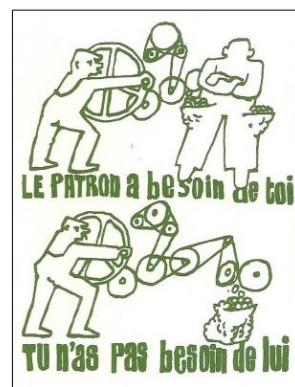
On pourrait se dire que ce genre de choix est au moins décidé démocratiquement. Mais rien n'est moins garanti. Car dans la pénurie, l'élan émancipateur a vite fait

de se briser, les fonctions (trésorier, cadre...) de perdurer, et les hiérarchies de se recréer. De nombreuses SCOP connaissent ces problèmes. Et lorsque les syndicats accèdent directement à la direction des nouvelles coopératives, le phénomène de bureaucratisation déjà présent dans l'entreprise privée ne fait que faciliter la rechute dans une forme plus classique d'entreprise.

Se battre pour une SCOP ou pour la nationalisation ?

On ne reprochera bien sûr pas à des salarié-e-s acculés de se replier sur une SCOP. Si c'est la seule option disponible à un moment donné, elle peut être un point d'appui, bien meilleur qu'accepter la liquidation des emplois. Mais la meilleure stratégie est de se battre pour que l'État exproprie le capitaliste et nationalise l'entreprise sous contrôle des travailleurs/ses. C'est la seule solution pour espérer maintenir les emplois dans la durée (même si l'entreprise n'est pas rentable). En outre, il faut aussi se battre pour « sortir » l'entreprise nationalisée du marché, en garantissant des prix et des débouchés à la production. Il est évident que cela nécessiterait un rapport de force très élevé. Ce rapport de force ne peut être obtenu que par des luttes qui s'étendent, qui se rencontrent et se renforcent. Il ne s'agit pas de véhiculer des illusions sur le rôle de l'État bourgeois qui pourrait de lui-même se placer du côté des travailleurs face aux capitalistes. Il s'agit de contraindre l'État à intervenir et de le placer sous surveillance des travailleurs. Cet axe de mobilisation a aussi le mérite de constituer un pont vers la véritable solution que nous préconisons : l'expropriation des grands

groupes capitalistes pour que les travailleurs puissent diriger la production en rupture avec la logique du profit. Si les expropriations partielles dans le cadre du capitalisme préparent le terrain, il faudra une révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par les travailleurs/ses, pour disposer des leviers pour transformer en profondeur les rapports de propriété et de production.



Cette stratégie exige de se placer sur le terrain de la lutte de classe, de la confrontation entre deux classes antagonistes qui poursuivent des objectifs incompatibles. C'est précisément ce terrain ce qu'essaient toujours d'éviter les bureaucrates à la tête des syndicats, de peur de perdre leurs entrées pour les salons confortables de l'Élysée ou du MEDEF. Du temps des Lip, la CGT confédérale disait « c'est une lutte locale » (sous-entendu, qu'elle le reste surtout !) et la CFDT, malgré son soutien officiel et ses grandes phrases d'alors sur l'autogestion, ne faisait rien de concret pour que le conflit sorte de Besançon. Lors du congrès CFDT de 1973, le secrétaire général Edmond Maire s'inquiétait de la montée du « basisme » et du « gau-chisme » dans le syndicat.

L'important pour nous est de pousser à la généralisation et à la

5. http://genepi.blog.lemonde.fr/files/2012/10/6.1_Les-SCOP-de-LIP_Piaget-Burgy.pdf

6. http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/06/18/cooperatives-et-syndicats-un-mariage-de-raison-pour-lutter-contre-les-res-3432214_3234.html

coordination des luttes pour renverser le pouvoir économique et politique des capitalistes. Dans ce sens, il est important de combattre les idéologies coopérativistes et ré-

formistes, et d'articuler le combat pour l'autogestion dans l'entreprise avec le combat pour le pouvoir des travailleurs/ses à l'échelle de la société.

Julien (comité Jeunes Travailleurs RP),
le 14 juillet 2014

DÉBAT STRATÉGIQUE

Retours historiques sur le réformisme antilibéral « de gauche »



Cet article très partiel revient sur deux épisodes de l'histoire politique française, sous l'angle du discours économique du réformisme. Cela permet de relever des éléments récurrents qui sont encore ceux que nous entendons aujourd'hui, de confronter ce discours à l'expérience de « la gauche » au pouvoir, et de nourrir la réflexion sur le réformisme.

1924 : Le cartel des gauches contre le mur de l'argent

A la suite de la Première guerre mondiale, l'État français est très endetté et en crise financière. Pour les intérêts de l'impérialisme français, il a eu recours pendant la guerre à des emprunts massifs et a fait tourner la planche à billets. Pour rétablir les finances, résorber la dette, ce sont alors des budgets de rigueur qui sont imposés, et qui, comme aujourd'hui, frappent plus durement la classe travailleuse.

Le Bloc national au pouvoir après la guerre se veut le continua-

teur de l'Union sacrée, mais celle-ci a de plus en plus de mal à passer. Dans le sillage de la révolution russe, les revendications ouvrières ont resurgi, poussant à gauche l'ensemble du spectre politique. Un « cartel des gauches » voit alors le jour pour les élections législatives de 1924, entre les socialistes (Section française de l'internationale ouvrière, SFIO) et des forces de la gauche bourgeoise centrées autour du Parti radical. La SFIO n'ose pas participer au gouvernement Herriot : le « ministérialisme » n'est pas encore assumé totalement (malgré le précédent de Millerand, un socialiste qui a accepté un poste de ministre en 1899 avec le soutien de Jaurès), et il se justifie déjà face à la dénonciation de son opportunisme par le jeune parti communiste (Section française de l'Internationale communiste, SFIC). Ce cartel est néanmoins une prémisse de « front populaire » basé sur le dénominateur de « gauche » et de « progressisme ».

Au delà de la trahison c'est aussi le début d'une propagande prétendant que le « progrès » est possible pour les exploités en s'alliant avec des forces pro-capitalistes.

Les radicaux étant naturellement peu enclins à empiéter sur la « propriété privée », ce sont les socialistes qui vont les pousser à des

« réformes », visant à taxer le capital et notamment les profiteurs de guerre. Cela n'a pas débouché sur un programme économique commun à l'échelle nationale, mais par exemple en Île-de-France, le cartel déclare :

« Nous voulons l'assainissement des finances, la justice sociale par la prédominance de l'impôt direct frappant la richesse acquise, la répression impitoyable des fraudes et des spéculations illicites (...).
Nous voulons garantir les commerçants contre les abus du droit de propriété (...) le commerce et l'industrie honnêtes contre les mercantis, les classes moyennes contre les entreprises d'une ploutocratie sans vergogne ». ¹

La prétention à défendre les petits patrons face aux gros, les entrepreneurs contre les spéculateurs, tout ça dans le cadre du système, est déjà là.

Aussitôt le nouveau gouvernement mis en place, une panique bancaire se déclenche, ce qui aggrave la crise et la pénurie budgétaire. C'est alors qu'Édouard Herriot emploie pour la première fois l'expression de « mur d'argent », pour dénoncer le sabotage des milieux bancaires et financiers, et notamment le rôle du conseil de régence de la Banque de France, un

1. <http://blogs.lesechos.fr/echos-d-hier/11-mai-1924-le-victoire-ambigue-du-cartel-des-gauches-a10511.html>

organisme semi-privé dirigé par le banquier Rothschild et le métallurgiste Wendel.

Toutefois, on ne peut réduire cette crise à un complot de la finance. La fuite des capitaux était réelle, tout comme la dépréciation du franc, la panique a gagné y compris les petits épargnants... C'est ce qu'explique l'historien Jean-Noël Jeanneney², qui s'inscrit pourtant dans la pure lignée de cette gauche bourgeoise qui aboutit au PS d'aujourd'hui. Le gouvernement Herriot chute en avril 1925. Six gouvernements du cartel lui succèdent et sont incapables de stabiliser la situation économique, ce qui conduit au retour de Poincaré (alliance de la droite et des radicaux) en juillet 1926. Cet échec montre l'impossibilité pour un gouvernement bourgeois de « gauche » de mettre en œuvre des mesures sociales significatives, et donc les limites du volontarisme dans le cadre capitaliste. Non pas simplement parce que les financiers n'en veulent pas, mais parce que ces mesures accroissent les dysfonctionnements du système capitaliste. Deux issues sont alors possibles : soit la logique du système s'impose et les mesures sont retirées, soit un gouvernement révolutionnaire (c'est à dire un gouvernement porté par la mobilisation des masses ou issu de cette dernière) prend des mesures radicales pour mettre hors d'état de nuire les capitalistes.

Il faut d'ailleurs noter que quelques mesures du cartel sont passées, celles qui n'étaient pas vraiment structurelles et donc « digérables » par le système³ : transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, reconnaissance de

l'URSS, une contre-offensive laïque timide... ou même l'autorisation pour les fonctionnaires de se syndiquer, et des amnisties pour des arrestations d'ouvriers et de progressistes, Quant aux intérêts colonialistes, ils étaient bien défendus (répression au Maroc, en Syrie, au Liban...).

1936 : L'interventionnisme du Front populaire

Les partis conservateurs seront renforcés pour un temps par cet échec du « réformisme ». L'application de strictes politiques de rigueur (appelées alors « politiques de déflation ») et de stabilisation monétaire (le « franc Poincaré » sera fixé à l'or en 1928) reprendront alors de plus belle, et le mouvement ouvrier connaîtra un profond recul.⁴ Mais après de nombreux sacrifices subis, au lieu d'une amélioration, c'est la crise mondiale qui vient frapper les exploités au début des années 1930.

Dans les milieux d'économistes, les politiques classiques (dites de « laissez faire ») provoquent des remises en question en raison des conséquences sociales désastreuses qui menacent la survie même du système. Les thèses de Keynes ne sont pas vraiment connues en France (sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* sera publiée en français en 1942), ni même aux Etats-Unis (son ouvrage phare n'est publié qu'en 1936, trois ans après le lancement du New Deal), mais l'interventionnisme étatique est déjà tenté aux États-Unis par Roosevelt depuis 1933.

La « gauche » va épouser cette école économique, parce qu'elle

était idéale pour justifier sa volonté opportuniste de s'intégrer à l'État capitaliste. La SFIO sera la plus créative dans l'élaboration d'un programme économique réformiste. Et cette fois, la SFIC (totalement stalinisée) ne freinera pas, mais sera au contraire moteur pour l'adoption d'un programme avec les radicaux.

Dans les discussions qui préparent le Front populaire⁵, Léon Blum constate entre les différentes composantes « *une entente sur la lutte anticrise par la reflation, par l'accroissement de la consommation générale* ». Et pour cela, la SFIO défend la relance plutôt que l'austérité :

« *Jusque-là, c'est de l'équilibre comptable rigoureux du budget qu'on espérait la renaissance économique. C'est, au contraire, de la renaissance économique que nous attendons de bonnes finances.* »

Vincent Auriol

Mais les radicaux sont sceptiques, et ne veulent pas d'un budget en déficit. Léon Blum argumentera en disant que ces mesures sont de nature à limiter la crise (les nationalisations partielles permettraient de diminuer les coûts de production, le crédit pourrait être orienté vers l'achat de biens de consommation...). Mais tout en assurant son parti qu'il n'y avait là aucun révisionnisme : ces nationalisations partielles avec indemnisation des capitalistes (liées à « l'exercice du pouvoir » par le parti) ne sont pas sur le même plan que les « socialisations » sans indemnisation (liées à la « conquête du pouvoir » par le prolétariat, plus tard!).

Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'alors que la SFIO (dans

2. http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/quand-le-cartel-des-gauches-crevait-le-plafond_1421206.html

3. Quelques affiches de propagande de l'époque en disent long sur les oppositions de « valeurs » d'alors : http://www.histoire-image.org/site/etude_comp/etude_comp_detail.php?i=773

4. Le taux de syndicalisation était tombé à 7% en 1934, comme aujourd'hui.

5. Michel Margairaz, *L'État, les finances et l'économie*. Histoire d'une conversion 1932-1952 <http://books.openedition.org/igpde/2292?lang=fr>

laquelle existait un courant « planniste », pro-nationalisations) proposait sur le papier la « *nationalisation du crédit, des assurances et des grandes industries monopolisées* », alors que la SFIC refusait en disant qu'il fallait « *réunir le plus grand nombre d'organisations et de citoyens* ».

Le débat portait aussi sur la fiscalité. Les communistes mettaient en avant la « taxation du capital », considérée comme « revendication immédiate », alors que socialistes et radicaux voulaient au contraire une « détente fiscale » pour inciter les investissements. Pour autant, les communistes se souciaient de présenter leurs mesures comme compatibles avec le capitalisme. Ainsi ils précisèrent que ce prélèvement était « exceptionnel » et que :

« À un moment où les capitaux hésitent à s'investir, le prélèvement sur les grosses fortunes pour réaliser de grands travaux, loin d'être une faute est une nécessité économique : il permet d'investir dans l'économie nationale des capitaux nouveaux. Loin d'augmenter le chômage, il crée du travail et tout un nouveau courant d'affaires. »



Finalement, le programme n'inclura que la nationalisation des

industries de guerre ou encore la réglementation des milieux bancaires et la réorganisation de la Banque de France sans pour autant nationaliser le crédit. Cette mesure revient donc à peu près au « pôle public bancaire » que propose le Front de gauche aujourd'hui⁶.

Il est intéressant aussi de constater que le débat sur la dévaluation du franc ressemble assez à des débats actuels. Officiellement, les deux partis ouvriers avaient pour position « ni déflation, ni dévaluation », pour ne pas que les salaires réels soient rognés par la hausse des prix. Les économistes de la SFIO étaient cependant très tentés par l'inflation... si bien qu'il fut convenu lors d'une réunion secrète entre socialistes et radicaux d'en acter le principe, sans le mentionner dans le programme du Front populaire.

Le Front populaire était une manière pour le PCF (qui adopte à ce moment-là le F de français) et la SFIO de canaliser dans les institutions la mobilisation anti fasciste qui naissait au sein du mouvement ouvrier. Mais Au grand dam des vainqueurs, la victoire électorale fait éclater la grande grève de juin 1936. Cette irruption des travailleurs se serait pu déboucher sur l'expropriation directe des gros capitalistes, et rendre ainsi obsolètes toutes ces lois économiques du système. C'en aurait été fini des contradictions déflation/déflation (politique de la demande / politique de l'offre dirait-on aujourd'hui). Au lieu de cela, les bureaucrates mirent toute leur énergie pour que ce formidable mouvement soit calmé en toute hâte par des concessions (congés payés, hausses de salaires, semaine

des 40h...)⁷.

La stabilisation politique signifiait le retour à la soumission aux lois de ce système instable : l'augmentation des salaires fut absorbée par la hausse des prix dès septembre, les 40h ne furent jamais appliquées, de nombreux riches partaient en Suisse, Léon Blum annonça la « pause » des réformes sociales en 1937... La réaction fut incarnée de façon terrible par la guerre mondiale et le régime de Vichy.

Tirer les leçons du passé pour montrer l'impasse du réformisme antilibéral

Ces retours historiques permettent de faire des constats et d'en tirer les leçons, utiles dans le débat idéologique avec le réformisme d'aujourd'hui :

- L'austérité, les coupes dans les dépenses publiques, les baisses d'impôts pour les patrons, la frilosité à remettre en cause la « liberté » des entreprises ne sont pas un simple choix que les politiques feraient parmi tant d'autres, mais une tendance structurelle sous le capitalisme car elles visent à maximiser le taux de profit. Cette même tendance est trop souvent présentée comme singulière sous le nom de « néolibéralisme »⁸.
- La tentative d'élaborer des solutions à la crise dans le cadre du système est aussi une tendance récurrente, et les courants de type keynésiens sont assez naturellement l'expression principale de ces tentatives.
- Ces tentatives de sortir des crises ou des marasmes capita-

6. Mitterrand en 1981 fut plus radical en nationalisant toutes les banques... avant d'imposer presque aussitôt le « tournant de la rigueur ».

7. Voir notre brochure sur le Front populaire : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=23>

8. Il y a bien eu depuis les années 1980 un retournement idéologique et une profonde réorganisation du monde du travail, mais les politiques économiques que l'on nous impose ne sont pas nouvelles.

listes par des politiques de redistribution ont échoué partout, et ces échecs ont entraîné des reculs terribles pour le mouvement ouvrier.

L'économie politique fait partie intégrante du terrain idéologique, sur lequel le réformisme doit être combattu. Ceci est d'autant plus vrai si l'on prend du recul sur ce qu'est le réformisme aujourd'hui.

Le vieux réformisme du mouvement ouvrier visait à justifier un « exercice du pouvoir » (bourgeois) tout en prétendant préparer le terrain à la révolution socialiste. Le réformisme du Front de Gauche n'a

plus vraiment à se justifier devant un électorat ou une base militante ayant une conscience socialiste. La conscience de classe a connu de tels reculs que ce réformisme est très proche d'un réformisme bourgeois, comme celui de Roosevelt.

Quant au Parti socialiste de François Hollande, il n'a rien d'un parti réformiste, dans aucun sens que ce soit. Bien au contraire, il s'inscrit totalement dans la lignée des partis bourgeois ordinaires qui ne cherchent qu'à servir au mieux les intérêts des capitalistes.

En conséquence, il n'est plus pertinent de se contenter de dé-

noncer le réformisme sous l'angle de la « trahison » (il faudrait pour cela qu'il y ait des attentes socialistes, une mémoire de ce que faisaient les staliniens et les sociaux-démocrates, etc.). Il faut simultanément élaborer un vrai programme révolutionnaire contre les capitalistes, et expliquer que les idéologies fondées sur des réformes sont impuissantes face à la crise du système. Pourtant, bien peu d'anti-capitalistes se sont attelés à cette tâche.

Julien (comité Jeunes Travailleurs RP),

le 1^{er} août 2014

DÉBAT STRATÉGIQUE

Intervention d'un militant du NPA Meuse à la réunion publique de Christian Piquet (Gauche unitaire) à Bar-le-Duc



Monsieur Piquet,

1) La grève SNCF est en train de mourir à petit feu sous les coups des directions syndicales qui ont tout fait, à des degrés divers pour la stopper alors qu'elle pouvait être victorieuse

Ainsi la CGT, présentée comme le syndicat le plus virulent, a toujours refusé d'appeler au retrait pur et simple du projet de loi.

La CGT appelait d'ailleurs à la reprise du travail un peu partout où elle le pouvait dès le milieu de la

semaine dernière, c'est à dire là où la base militante était la moins remontée.

On apprend d'ailleurs dans le Canard enchaîné de mercredi dernier que cette contre réforme avait été négociée depuis longtemps entre le gouvernement et la CGT.

C'est un véritable scandale !

Et que fait le Front de gauche auquel vous appartenez ? Eh bien il se comporte en parfait appendice de la CGT et le député André Chassaigne du front de gauche, offre une porte de sortie au gouvernement en proposant un amendement mineur au projet de loi !

Un amendement qui ne change absolument rien au fond du projet vu qu'il ne modifie qu'un sous aligné d'un des 19 articles de cette loi

scélérate

C'est une trahison pure et simple des cheminots.

Si c'est ça la politique soit disant indépendante du front de gauche : une collusion avec le pouvoir, eh bien ne vous étonnez pas que des pelletées de voix aillent rejoindre le Front national.

2) Dans une contribution que vous avez faite récemment pour Marianne, trouvée sur votre blog, vous avez déclaré : « est à l'ordre du jour un nouveau rassemblement de la gauche pour une nouvelle majorité politique. Où le rose, le vert et le rouge uniraient leurs nuances au service d'un changement radical de cap ! »¹

Cette religion de l'unité à gauche que vous professez est pour moi une impasse car l'histoire ré-

1. http://www.marianne.net/Le-Front-de-gauche-doit-retrouver-son-ambition-majoritaire_a239434.html?com&start=40

cente et passée nous enseigne que ça ne marche pas.

Que l'unité conduit inmanquablement au compromis, puis à la compromission, puis à la connivence tacite avec les sociaux libéraux, c'est à dire avec le capitalisme.

Aucun exemple qui n'ait marché.

Alors que ce que vous appelez « sectarisme » qui n'est en fait que l'audace d'une position radicale et indépendante, eh bien c'est une dé-

marche politique qui n'est jamais expérimentée jusqu'au bout puisqu'il y a toujours des gens comme vous qui aspirent au pouvoir par les urnes, et qui se rallient à ceux qui sont plus à droite qu'eux.

Et cette politique politicienne, c'est aussi ce qui fait le jeu du Front national.

Pour ma part, je me désolidarise de cet unitarisme bêlant qui nous mène dans l'impasse.

Il nous faut un vrai parti de gauche, radical indépendant et ré-

volutionnaire, qui encourage et amplifie les luttes sociales et écologiques plutôt que de les freiner en disant « stop, allez voter ! » ou « rentrez chez vous et laissez nous négocier ».

Mais aujourd'hui hélas, ce parti n'existe pas.

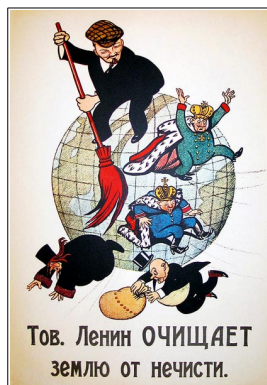
Pourquoi ne pas s'atteler à en reconstruire un plutôt que de courir après des chimères électoralistes ?

Un militant NPA de la Meuze),

le 23 juin 2014

INTERNATIONAL

100 ans après, toujours la même barbarie capitaliste



100 ans après le début de cette boucherie qu'a été la 1ère Guerre Mondiale, le capitalisme continue de répandre la barbarie à l'échelle planétaire.

En Afrique de l'Ouest, faute d'accès à des soins de qualité, plus de 1500 personnes sont mortes et plus de 3000 autres sont atteintes du virus Ebola, qui se propage de manière incontrôlée. C'est l'avidité des grands groupes pharmaceutiques qui a empêché tout travail de recherche sérieux pour obtenir un antidote capable d'anéantir ce virus ; ce sont les politiques

des impérialistes en Afrique ruinant les populations, jouant un dictateur contre un autre, une ethnie contre une autre ; pour faire main basse sur les ressources locales... Ce sont elles qui sont les premières responsables de ces milliers de victimes.

Sur d'autres continents, la folie militariste laisse derrière elle son lot de morts, de mutilés, de destructions. Plus de 2000 morts, 11500 blessés, 475000 déplacés lors de l'attaque par Tsahal de Gaza au cours de l'opération « Bordure Protectrice » ; le chaos syrien s'est étendu à l'Irak, et déborde par moments au Liban¹.

En Ukraine, pendant que l'armée ukrainienne soutenue par l'UE et l'OTAN pilonne les populations dans le Donbass, la Russie avance ses pions en appuyant les insurgés de l'est.

Ce sont les impérialistes, par leur instrumentalisation de révoltes populaires, qui sont les pre-

miers responsables de ce chaos. Par leur volonté de s'ouvrir des marchés, d'accéder aux ressources naturelles, d'élargir leurs zones d'influence.

En Syrie en soutenant l'opposition la plus réactionnaire à Bachar el Assad, en Ukraine en instrumentalisant quasi symétriquement Maidan et le mouvement dans l'Est. Plus que jamais, nous sommes dans le camp de la classe ouvrière, des classes populaires de ces pays, contre leurs gouvernements, contre les impérialistes qui veulent les enchaîner, contre les guerres.

Car les manipulations des puissants de ce monde finissent par créer des monstres : L'État Islamique à cheval sur la Syrie et l'Irak qui multiplie les crimes de guerre et vient de proclamer un califat islamique ; et contre lequel les kurdes combattent héroïquement dans le cadre de leur révolution de Rojava. Il y a aussi Boko Haram, autre

1. http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/08/28/nouveaux-combats-au-liban-a-la-frontiere-avec-la-syrie_4478418_3218.html

secte islamiste qui contrôle désormais le nord du Nigeria, multipliant les exactions dont le très médiatique enlèvement de centaines de lycéennes de Chibook, sans oublier les islamistes du Sahel et ceux qui profitent du cas actuel en Lybie, s'installant d'ailleurs dans les montagnes tunisiennes frontalières.

Pour mettre en échec les capitalistes, les impérialismes de chaque bloc (et en premier lieu le notre), il nous faudra reprendre le chemin de la lutte des classes.

Comme aux États-Unis où les dockers de la côte ouest ont bloqué des bateaux israéliens en sou-

tien à Gaza, où les salariés des fast-food se battent massivement pour des augmentations de salaires et le droit de se syndiquer...

Comme en Amérique Latine, où après que le Brésil ait été secoué par des mobilisations et des grèves massives comme celle du métro de Rio pendant la Coupe du Monde, c'est autour de l'Argentine d'être traversée par une forte conflictualité ouvrière (poussée de l'extrême-gauche avec les excellents résultats du FIT aux dernières élections ; des équipes syndicales combattives et antibureaucratiques ; grèves générales avec une forte participa-

tion de l'industrie, contrôle ouvrier à Donnelley...) alors que le pays est au bord de la cessation de paiements, suite à la décision d'un juge américain de donner raison à deux fonds de pension rapaces qui ont spéculé sur la dette argentine.

Reprendre le chemin de la lutte des classes, pour arracher le pouvoir aux capitalistes et reprendre en main le cours de nos vies ; avant que la folie militariste ne nous entraîne dans les abîmes. Socialisme ou barbarie !

Juno Smith,

le 03 septembre 2014

INTERNATIONAL

États-Unis : Mariage pour touTEs et égalité des droits, où en est on ?



Pour une mise en situation

Au 1er janvier 2014, 16 états (le Massachusetts, le Connecticut, l'Iowa, le New Hampshire, le Maine, le Vermont, l'état de New York, l'état de Washington, le Ma-

ryland, le Rhode Island, le Delaware, le Minnesota, la Californie, le New Jersey, Hawaï, l'Illinois, le Nouveau-Mexique et le district fédéral de Washington d.c, capitale des États-Unis) autorisaient le mariage entre personnes du même

sexe, tandis que 27 autres l'interdisaient dans leur constitution, s'appuyant sur le « Defense of Marriage Act ». Cette loi est une loi fédérale, adoptée en 1996 et définissant le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme et a été par-

tiellement invalidée le 26 juin 2013 par la Cour Suprême des États-Unis¹. Il aura fallu près de 10 ans pour voir adopter le mariage pour touTEs dans ces 17 états, depuis le vote fondateur du Massachusetts jusqu'à celui du Nouveau-Mexique, avec des interruptions comme en Californie de 2008 à 2013 ou dans le Maine de 2009 à 2012.

Aujourd'hui, de nouvelles décisions de justice, suite à des procédures engagées par des organisations LGBTI locales comme fédérales à l'image d'HRC (Human Rights Campaign) ont remis cette question sur le devant de la scène. Après avoir patiné, la mobilisation pour l'égalité des droits retrouve un second souffle, une nouvelle visibilité. Elle est passée par exemple par le coming-out de personnalités, comme Ellen Page, actrice connue pour ses rôles dans *Juno*, *Inception*, et *X-Men*, le 14 février lors de la conférence « Time to thrive » organisée par HRC², celui de Michael Sam qui va devenir le premier joueur de football américain professionnel ouvertement homosexuel après son recrutement pour la prochaine saison par les Saint-Louis Rams³, celui de Derrick Gordon (premier basketteur du championnat universitaire NCAA), précédés l'année précédente par ceux des actrices Maria Bello et Jodie Foster, de Jason Collins (basketteur des New Jersey Nets, et premier sportif ouvertement gay à évoluer dans un des 4 sports professionnels majeurs)...

Un combat avant tout juridique

Pour commencer, il nous faut faire un détour rapide pour expli-

quer les spécificités du système judiciaire américain, son fonctionnement, sa structuration, ses jurisprudences...

L'instance de base dans chaque état est le comté, une division territoriale englobant une ou plusieurs municipales. C'est la plus répandue (elle se nomme paroisse en Louisiane, arrondissement en Alaska), même s'il existe des cas spécifiques : les cinq arrondissements de la ville de New York, les villes indépendantes, les zones de recensements et autres territoires non organisés (c'est à dire sans gouvernement local) surtout situées en Alaska... Dans chaque comté se trouvent un tribunal local où les magistrats sont des fonctionnaires civils possédant une compétence judiciaire déléguée en vertu du droit local en vigueur. Au dessus, dans chaque état, se trouve au moins un tribunal fédéral, jugeant tout ce qui relève des lois fédérales, et leurs adéquations avec les décisions locales. Le niveau supérieur est les cours d'appel fédérales, au nombre de 13 (appelées circuits), chacune regroupant plusieurs états. Elles connaissent chaque décision judiciaire prise en amont par les cours de district dépendant de leurs juridictions, et peuvent infirmer ou confirmer en appel celles-ci. Enfin tout au sommet de la hiérarchie, indépendante de l'exécutif se trouve la Cour Suprême des États-Unis, où siègent 9 magistrats nommés à vie par le Président après approbation par le Sénat. C'est elle qui définit la validité des lois et des actes administratifs, aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau de chaque état, en fonction de la Constitution.

Ceux ci interprètent à chaque affaire qui leur est portée la Constitution et ses amendements, et le jugement qui est rendu peut être cassé plus tard, suivant le mouvement général de la société. Par exemple, « l'égalité protection des lois » (présente dans le 5^e amendement au niveau fédéral et dans le 14^e au niveau des états) a pu servir d'abord à justifier la ségrégation raciale et son « séparés mais égaux » (Arrêt Plessy vs Ferguson, 1896) qui aura été cassé à partir de 1954 (Arrêt Brown vs Board of Education of Topeka) imposant la déségrégation dans l'éducation. Elle a servi en 1967 à bannir l'interdiction des mariages dits interracialisés (Arrêt Loving vs Virginia), tout comme en 1973 (Arrêt Roe vs Wade) à empêcher les entraves légales au droit à l'avortement...

C'est donc en invoquant ce fameux 14^e amendement que les militantEs LGBTI attaquent en justice les constitutions des différents états pour discriminations.

Une nouvelle victoire a été remportée le 21 août 2014 en Floride⁴ après la décision du juge fédéral de déclarer anticonstitutionnel l'amendement adopté par l'état visant à interdire le mariage homosexuel. Dans cet état, les mêmes jugements avaient déjà été rendus au niveau de quatre comtés, entre le 17 juillet et le 4 août 2014 : Monroe, Miami-Dade, Broward, et Palm Beach ; ce qui a très probablement servi à faire pression sur le tribunal fédéral.

C'est la 21^e décision de justice favorable au mariage pour touTEs depuis la décision historique de la Cour Suprême censurant partiellement la loi sur la défense du ma-

1. [urlhttp://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/06/26/etats-unis-la-cour-supreme-donne-raison-aux-defenseurs-du-mariage-homosexuel_3437118_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/06/26/etats-unis-la-cour-supreme-donne-raison-aux-defenseurs-du-mariage-homosexuel_3437118_3222.html)

2. <https://www.youtube.com/watch?v=oy5TENjoTOg>

3. <http://www.leparisien.fr/sports/football-americain-michael-sam-premier-joueur-gay-recrute-par-une-equipe-pro-11-05-2014-3.php>

4. <http://www.hrc.org/blog/entry/federal-judge-strikes-down-floridas-ban-on-marriage-equality>

riage vue plus haut.

La veille, le 20 août, les juges de l'Indiana déclaraient anticonstitutionnel la volonté de l'état de ne pas reconnaître les mariages entre personnes de même sexe qui auraient été promulgués dans d'autres états. Cela fait suite à un premier jugement le 25 juin qui autorisait les homosexuellEs à se marier au sein de l'Indiana. Suite à l'intervention du gouverneur de l'état, la question passe donc au niveau de la cour d'appel du 7e circuit (recoupant le Wisconsin, le Minnesota, l'Illinois et l'Indiana) à partir du 26 août.

Depuis le début de l'année, ces restrictions ont été cassées dans l'Oregon (le 20 mai), en Pennsylvanie (le 21 mai), autorisant ainsi ce type d'unions ; mais aussi dans l'Oklahoma, la Virginie, le Texas, l'Utah, l'Idaho, le Tennessee, le Colorado, l'Arkansas, le Wisconsin, le Kentucky, et le Michigan ; entraînant là aussi des appels vers l'échelon supérieur et suspendant ainsi temporairement la délivrance des papiers nécessaires au mariage pour les couples.

Au niveau des décisions des cours d'appel, on peut noter que dans trois cas jugés, celles-ci ont donné raison aux organisations LGBTI (Virginie, Utah, Oklahoma) et en appellent à l'intervention de la Cour Suprême. Les auditions en appel pour les cas des autres états s'échelonnent au fur et à mesure le long d'un calendrier qui a débuté le 6 août et qui se poursuivra jusqu'en septembre. Le 6^e circuit est la seule cour d'appel fédérale dont le jugement s'appliquera à tous les états de sa juridiction, à savoir le Tennessee, le Kentucky, l'Ohio, et le Michigan. Il y a donc en tout 70

procédures judiciaires, dans 30 des 31 états qui interdisent les mariages homosexuels.

Il est ainsi plus que vraisemblable que d'autres décisions favorables aux LGBTI d'Amérique soient prises dans les prochaines semaines, tant au niveau des états que des cours d'appel fédérales, et au final devant la Cour Suprême ; tant le mouvement semble irréversible, soutenu par la majorité de la population⁵, et au vu de la jurisprudence américaine qui fait que la loi, l'interprétation de la Constitution finit par suivre le fait, par s'adapter aux évolutions de la société...

D'autres avancées... et la colère des réactionnaires

De la même manière, la nouvelle visibilité des LGBTI a poussé les politiques à adopter de nouvelles lois, de nouvelles dispositions pour les LGBTI, sous la pression de ceux-ci. Ainsi, le 26 juillet, Barack Obama a fini par signer une loi interdisant les discriminations au travail sous des prétextes d'orientation sexuelle ou d'identité de genre.

Le même type d'actions a été engagée au niveau des collectivités locales et des municipalités. Ainsi ce sont aujourd'hui plus de 200 villes et comtés qui ont signé des ordonnances pour lutter contre ces oppressions⁶, que ce soit dans les villes réputées les plus progressistes comme Denver, Minneapolis, San Francisco, Seattle ou New York ; mais également des cités au sein de régions bien plus conservatrices comme Coeur d'Alène et Boise dans l'Idaho ou Salt Lake City dans l'Utah, en plein pays mormon.

Malheureusement, les homophobes aussi se mobilisent, essayant de s'appuyer ici sur les moyens et la logistique des églises protestantes, souvent proches de la Convention Baptiste du Sud, hégémonique dans la « Bible Belt », la « Ceinture de la Bible », berceau et principale zone d'influence de la droite républicaine ultraconservatrice... Malgré cela, lors de leur Marche pour le Mariage à Washington le 19 juin, ils n'étaient que 2000⁷... avec la présence de Ludovine de La Rochère, présidente de La Manif Pour Tous, jamais absente quand il s'agit d'un rassemblement homophobe... Sans oublier la sinistre Westboro Baptist Church, petite secte intégriste protestante très active voire activiste ; et dont le slogan le plus connu est « God hates fags » (Dieu déteste les tapettes), connue pour ses perturbations d'enterrements de soldats⁸ ou de victimes de crimes de masse comme à Sandy Hook, expliquant que ces morts sont « une vengeance divine pour punir les USA de faire la promotion de l'homosexualité »... Cela dit, chacune de leurs apparitions publiques se solde fréquemment par des contre-manifestations de protestation, comme ce 16 février 2014 où une marée humaine a fait une grande chaîne en soutien à Michael Sam pour son retour dans son Université du Missouri après son coming-out⁹.

Vers l'unité des tou-te-s les opprimé-e-s et exploité-e-s

Ces dernières années ont aussi été celles d'une certaine conflictualité sociale aux États-Unis. Il y a eu

5. <http://americansformmarriageequality.org/polling>

6. <http://www.hrc.org/resources/entry/cities-and-counties-with-non-discrimination-ordinances-that-include-gender>

7. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/06/19/97001-20140619FILWWW00428-washington-manif-contre-le-mariage-gay.php>

8. <http://www.msnbc.msn.com/id/12071434/>

9. Voir http://www.huffingtonpost.com/2014/02/16/westboro-baptist-church-michael-sam_n_4798837.html et <https://www.youtube.com/watch?v=bYvPKpU6FXg>

l'élection de Kshama Sawant, candidate pour le parti trotskyste Socialist Alternative à Seattle et le développement de celui-ci dans de nouvelles villes. Il y a également les mouvements des salariés de la restauration rapide pour des augmentations de salaires et le droit de se syndiquer, les grèves chez le géant WalMart, les Moral Mondays en Géorgie et en Caroline du Sud pour la justice sociale et contre les budgets d'austérité, les luttes des fonctionnaires du Wisconsin en 2011, celles des enseignants,

pour les droits des immigrés. Des combats plus locaux contre la fracturation hydraulique et les gaz de schistes. Le blocage par les dockers des ports de la côte ouest en solidarité avec Gaza ainsi que les manifestations de masse qui les ont accompagné. Nous n'oublions pas non plus enfin les émeutes en cours à Ferguson dans le Missouri après le meurtre de deux noirs par la police locale ; ni la montée au créneau de centaines d'écrivains américains contre Amazon et son modèle qui cherche à faire davantage de pro-

fits sur le dos des auteurs... Espérons que les militant-e-s anticapitalistes états-uniens sauront prendre toute leur place dans ces mobilisations, en proposant un programme révolutionnaire fondé sur la lutte de classe tout en luttant aux côtés de tou-te-s les opprimé-e-s pour leurs droits, leur offrant une autre perspective que le soutien au Parti Démocrate et aux Républicains les plus progressistes.

Juno Smith,
le 31 août 2014

INTERNATIONAL

31^{es} Rencontres internationales de jeunes



Au début du mois d'août se sont déroulées les 31^{es} RIJ, qui ont réuni des jeunes des organisations liées au Secrétariat unifié de la Quatrième internationale (la principale organisation internationale issue du trotskisme). Ces notes en restituent quelques éléments politiques.

Une occasion importante de faire vivre l'internationalisme

Il faut commencer par souligner que les RIJ sont un des principaux, sinon le plus important des rassemblements internationaux d'anticapitalistes. Il est donc très positif d'arriver à maintenir ce cadre de discussion mal-

gré la faiblesse générale de l'extrême gauche. On doit aussi souligner que même s'il faut constater lucidement qu'il s'agit essentiellement d'un rassemblement de jeunes Européens – ce qui risque forcément de déformer la vision du monde que nous avons – la préoccupation d'aider matériellement à la venue de camarades d'autres pays est réelle. Nous saluons égale-

ment le fait que des camarades appartenant à d'autres courants internationaux puissent être présents.

L'absence d'une stratégie commune

Cela dit, on ne peut pas plonger dans un œcuménisme béat pour passer sous silence les profondes divergences politiques. Malheureusement, c'est une tendance générale, qui semble d'ailleurs exister dans la plupart des organisations. Les divergences sont pourtant bien réelles, et elles ne touchent pas qu'à des points de tactique secondaires, mais pour beaucoup à des stratégies différentes concernant le type de parti à construire, la séparation claire avec les réformistes...

Il est évident que l'orientation est très différente entre, par exemple, l'orientation majoritaire au Danemark (dans le SAP¹), et l'orientation majoritaire en Grèce (dans l'OKDE-Spartakos²) :

- Le SAP est invisibilisé dans l'Alliance Rouge-Verte (pas de travail ouvert de tendance révolutionnaire), qui n'a pas de programme révolutionnaire, et dont les députés vont jusqu'à voter un budget bourgeois (ceux de 2011 et de 2012). Le critère flou établi est : « s'il y a un progrès social, on vote pour le budget ». Dans une telle logique, un budget comprenant quelques euros de subventions en moins au patronat pourrait être voté...
- L'OKDE participe à un front anticapitaliste (Antarsya), et

y bataille pour que l'orientation soit la plus correcte possible. Par exemple en résistant à la pression de la composante majoritaire (NAR³, force issue du KKE) qui voudrait faire de la rupture avec l'Union européenne une « étape » avant la rupture anticapitaliste.

Les camarades d'Izquierda anticapitalista (Etat espagnol) participent quant à eux à un nouveau parti, Podemos, qui est dominé par une figure populiste de gauche (Pablo Iglesias), et qui sont balancés entre les succès électoraux que cela permet à court terme et le risque de semer des illusions réformistes qu'ils perçoivent. Une divergence d'une autre nature existe avec les jeunes de Communia Net (Italie), qui étaient également présents, qui ont préféré la forme d'un réseau à celui d'un parti⁴.

On le voit, il n'y a pas besoin d'être des passionnés de polémique pour trouver des désaccords, et ces désaccords sont d'une importance croissante, étant donné que la période de marasme du capitalisme et de tendances à la crise ravivent l'alternative « socialisme ou barbarie ».

De nombreux points d'accord avec l'OKDE Spartakos

Nous avons pu constater que sur de nombreux points, l'OKDE Spartakos défend des positions que la tendance CLAIRE défend de façon bien isolée dans le NPA. Par exemple :

- L'insistance sur la distinction programmatique entre l'antilibéralisme et l'anticapitalisme (les camarades de l'OKDE ont animé un atelier avec cet intitulé).⁵
- L'opposition claire à l'agression du gouvernement de Kiev contre les insurgés de l'Est (qui ne se réduisent pas plus à des pions de Poutine que les manifestants de Maïdan ne se réduisaient à des pions des occidentaux). Les camarades ont animé un atelier nommé « La situation en Ukraine et l'impérialisme régional ».⁶
- La nécessité d'intégrer la rupture avec l'Union européenne et l'euro à notre programme révolutionnaire.⁷

Vers une nécessaire clarification

Il est évident que certains débats devront être tranchés dans un avenir proche. Très probablement, comme cela s'est déjà produit dans l'histoire, ce sont des secousses brusques de la lutte des classes qui vont nous y obliger. Mais nous pensons qu'il est du devoir des révolutionnaires de ne pas attendre et subir ces changements. Apprendre à débattre à la fois fraternellement et ouvertement n'est pas spontané. Les non-dits se transforment souvent, quand ils recouvrent des écarts qui se creusent, en tensions exagérées entre camarades, à des blocs affinitaires qui remplacent des débats précis par des procès d'intention, voire des invectives.

1. Parti socialiste des travailleurs : <http://www.sap-fi.dk>

2. Organisation des communistes internationalistes de Grèce : <http://www.okde.org>

3. Nouveau courant de gauche : <http://www.narnet.gr>

4. Voir notre article : Italie : « Crise » ou « fin » du mouvement ouvrier traditionnel ? <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=585>

5. Voir notre brochure : Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=>

6. Voir nos contributions : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=all&keyword=Ukraine>

7. Voir nos contributions : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=all&keyword=Europe>

Tout cela nous semble confirmé par les guerres de tranchées qui se mettent en place au sein du NPA et

du secteur jeune. Nous reviendrons sur ces débats dans de prochaines contributions, dans l'optique d'un congrès du NPA (2015) qui soit le

plus constructif possible.

**Julien (comité Jeunes Travailleurs
RP),**

le 31 août 2014

Brochures de la Tendence CLAIRE du NPA

★ Brochures thématiques ★

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
 - Textes sur la jeunesse
 - Textes sur l'art et la culture
 - Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
 - Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
 - Écologie, capitalisme, révolution
-

★ Cahiers d'histoire des révolutions ★

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
 - La révolution espagnole (1936-1939)
 - Les révolutions russes
 - Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
 - Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
 - Les révolutions chinoises
-

★ Pour l'orientation ★

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

Sommaire

Édito	(p. 2)
– Une crise politique qui s’approfondit	(p. 2)
France	(p. 4)
– Valls II : après les cadeaux aux patrons, les « réformes structurelles »	(p. 4)
– Agriculteurs : les revenus s’effondrent	(p. 8)
– Combattre la réforme territoriale !	(p. 9)
– Délabrement du réseau SNCF	(p. 11)
– La Cour des comptes : un « arbitre » juge et partie au service des exploitants	(p. 13)
Lutte de classes	(p. 14)
– Lutte des intermittent-e-s et précaires.	(p. 14)
– Cheminot-e-s et intermittent-e-s montrent la voie !	(p. 19)
– Chasseur de prime	(p. 21)
NPA	(p. 23)
– Pour sortir le parti de la crise, il faut porter un projet révolutionnaire	(p. 23)
– Pour écologie révolutionnaire	(p. 28)
– Bilan du CPN de juillet	(p. 29)
– SNJ du 21 juin	(p. 31)
Culture	(p. 32)
– Sur les enjeux de classes de l’écriture littéraire	(p. 32)
– Jimmy’s Hall, dernier chef-d’œuvre de Ken Loach .	(p. 34)
Débat stratégique	(p. 36)
– Lip, les patrons de gauche et l’autogestion	(p. 36)
– Retours historiques sur le réformisme antilibéral « de gauche »	(p. 39)
– Intervention d’un militant NPA Meuse à la réunion publique de C. Piquet	(p. 42)
International	(p. 43)
– 100 ans après, toujours la même barbarie capitaliste	(p. 43)
– États-Unis : Mariage pour touTEs et égalité des droits.	(p. 44)
– 31 ^{es} Rencontres internationales de jeunes	(p. 47)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l’ex-Groupe CRI, certain-e-s de l’ex-LCR et d’autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l’ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d’autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d’un véritable parti révolutionnaire et projet d’une recomposition de la gauche de la gauche est origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguës des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l’objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d’Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63